

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTERIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation des élections présidentielles, révision du code électoral</i>	2
1.1.2	<i>Gouvernement & Parlement</i>	6
1.1.3	<i>Majorité, « mouvance présidentielle »</i>	8
1.1.4	<i>Opposition : « transition », meetings</i>	8
1.1.5	<i>Arrestation d'opposants : Voninahitsy Jean Eugène et Victor Hong</i>	11
1.1.6	<i>Condamnés de la crise de 2002, exilés</i>	12
1.2	RELATIONS EGLISES-ÉTAT	13
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE »	17
2	DIPLOMATIE, RELATIONS FRANCO-MALGACHES	20
3	COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE	22
4	DROITS HUMAINS	23
4.1	CONDITION ET POLITIQUE CARCERALE	24
4.2	ENFANCE, ADOPTIONS, TOURISME SEXUEL, MARIAGES PRECOCES	25
4.3	PEINE DE MORT	26
4.4	POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE DES PARLEMENTAIRES, IMMUNITE	26
4.5	ARMES	27
5	QUESTIONS SOCIALES, SYNDICALISME	27
6	EDUCATION, UNIVERSITE	28
7	MEDIAS	28
8	ECONOMIE	29
8.1	BANQUE MONDIALE, FMI, OMC	29
8.2	CRISE DE LA JIRAMA, RECHERCHE PETROLIERE	30
8.3	SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE, DEMOGRAPHIE	31
9	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES	33

1 POLITIQUE INTERIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

L'Otrik'afo propose «des solutions efficaces» aux problèmes de culture politique : cette plateforme d'observation de la vie sociopolitique malgache, propose «des solutions efficaces» aux problèmes de culture politique qui ralentissent le développement. Pour Andrianjafy Rajaonahy, «le bipolarisme politique est un leurre. *Opposants et tenants du pouvoir pratiquent ou ont pratiqué la même politique de dépendance vis-à-vis de l'étranger. La France, puis la Banque mondiale, et le Fonds monétaire international ont été les appuis des dirigeants qui se sont succédé* » Le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté de Ratsiraka, et celui de Ravalomanana disent tous les deux la même chose : «*on préfère s'appuyer sur les bailleurs que sur nos propres ressources*». Ce serait bonnet blanc et blanc bonnet entre Tsiranana, Zafy Albert, Ratsiraka, et Ravalomanana. La culture politique actuelle est dénommée «*culture Padesm*», du nom du parti des déshérités de Madagascar, disparu en 1978. «*La culture politique actuelle est celle qu'ont implantée les colons en 1947, quand ils créèrent les premiers partis politiques pour contrer les vagues de nationalisme* ». La solution miracle: *un «bipolarisme réel», opposant féroces nationalistes et dépendants de l'étranger.* (D'après Les Nouvelles du 28/01/06)

1.1.1 Préparation des élections présidentielles, révision du code électoral

Privé de parole à Iavoloha, le président de l'Assemblée, Lahiniriko, prépare sa revanche : il envisage d'effectuer des tournées en provinces. Jean Lahiniriko et ses collègues députés n'auront pas à demander l'autorisation des autorités locales pour pouvoir tenir ces séances de rapport de leurs activités devant leurs électeurs car la Constitution leur permet formellement de le faire. Pour bon nombre d'observateurs, *ces tournées provinciales et régionales s'inscriront déjà dans le cadre de la pré-campagne électorale. Lahiniriko figure parmi, sinon le seul, les adversaires potentiels du président Ravalomanana à la présidentielle de 2006.* Et ce, bien que l'homme au perchoir n'ait pas encore expressément déclaré, comme l'ancien vice-premier ministre Pierrot Rajaonarivelo l'a fait de Paris, son intention à participer à cette course à la magistrature suprême. (D'après Tribune du 09/01/06)

La neutralité électorale des chefs de région en question : les discours d'adhésion de ces responsables aux actions du Président de la République inspirent des inquiétudes à l'approche des élections. Selon la loi, ils sont responsables de l'organisation des scrutins au niveau des régions et doivent ainsi préserver la neutralité de l'Administration. "*Nous allons faire de notre mieux pour garantir le bon déroulement des élections dans un environnement de paix*", a promis un chef de région, mais les faits suscitent des doutes qui méritent d'être levés. *La présence des chefs de région participant aux manifestations politiques du parti présidentiel n'amène pas à croire en l'impartialité de l'Administration.* Le scrutin présidentiel de 2001 et ses conséquences restent encore dans les mémoires. Cette élection constitue toujours un baril de poudre qui risque d'exploser à tout moment et à la moindre étincelle provoquée ou involontaire. On se souvient encore du traitement infligé aux préfets et aux sous-préfets dans l'organisation des élections depuis la fin du siècle dernier. Conscients du danger, des observateurs et des acteurs de la vie politique ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. Pety Rakotonaina, maire de Fianarantsoa, a prévenu que "*les élections constituent une des sources de dissensions politiques qui entravent le développement*". Les chefs d'Eglise au sein du FFKM en sont déjà à leur troisième tentative pour demander que le gouvernement "*lance*

comme défi d'assurer le bon déroulement des scrutins afin de garantir la paix et le développement". Celle-ci est disposée à proposer un code électoral pour "apaiser les appréhensions des uns et des autres", précise le chef de l'Eglise anglicane. Suggestion qui se heurte toujours au refus du parti présidentiel, majoritaire à l'Assemblée nationale. (D'après L'Express du 11/01/06)

Le Conseil National Electoral affirme son indépendance : « Nous sommes tout à fait neutres ». C'est ce qu'affirme le président du CNE, Randrezason Théodore. « Nous ne choisissons pas de camps, mais assumons notre travail de supervision comme la loi nous le préconise » ajoute-t-il. Selon lui, **les membres du CNE doivent suivre des règles très strictes** : ils ne doivent pas faire de politique ni appartenir à des partis politiques, ils ne doivent pas non plus cumuler un mandat de maire ou de député avec leur fonction au CNE. « **Nous agissons comme une sorte de société civile** » a-t-il précisé. En effet, le CNE est composé de représentants de différents courants et professions, au nombre de 7: un journaliste et un avocat élus par leur ordre respectif, un médiateur de la République, un magistrat, un représentant du ministère de l'intérieur, un représentant de la Présidence de la République. Pour son président, le Conseil a le droit de saisir immédiatement le tribunal électoral pour des anomalies constatées, d'où qu'elles viennent. Le serment que viennent de prononcer les membres des BLE (Bureaux Locaux Electoraux) comme représentant le CNE au niveau des 24 districts est une contribution de l'organisation au déclenchement du processus électoral. **La révision des listes électorales a commencé le 1er décembre 2005 et finira le 15 avril de cette année.** (D'après Les Nouvelles du 26/01/06)

Un nouveau Code électoral en projet pour le KMF/CNOE : Il sera basé sur **une synthèse de ceux déjà élaborés par des associations membres de la société civile ou des partis politiques.** Cette association appelle aussi à un changement de comportement des élus et des électeurs. A cet effet, un atelier sera organisé par le KMF/ CNOE (Comité National d'Observation des Elections) dans quelque mois. Son président, Bruno Rakotoarison, ne cache pas son souhait de voir la mise en place d'un **conseil électoral indépendant** qui remplacerait le CNE (Conseil National Electoral). En effet, c'est cette **relation de tutelle entre l'Administration et cette entité** qui a été l'une des sources de la crise de 2002. Face aux différentes irrégularités flagrantes, le CNE était resté passif. Le rôle du CNE ne doit pas se limiter à une simple coordination des élections mais participer aussi à des **activités préélectorales comme l'éducation citoyenne.** En outre, pour ce dirigeant du Cnoe, les représentants du CNE au niveau des circonscriptions doivent être **issus de la société civile.** «**Les électeurs, les candidats, les élus doivent aussi changer de mentalité**» ajoute le SG du KMF/ CNOE. Il affirme que les électeurs malgaches choisissent leur élus sur des critères personnels et non sur leurs programmes. Ainsi, **ce sont toujours les gens influents qui deviennent maires ou députés.** Pour le KMF/CNOE, **le financement des partis politiques doit aussi passer par la voie légale.** (D'après Les Nouvelles du 17/01/06)

5 personnalités de recours en cas de crise : le départ à la retraite **du cardinal Razafindratandra** fait de lui un "sage". Il rejoint ainsi un certain nombre de personnalités politiques ou non qui sont de possibles recours en cas de crise. Le cardinal qui à 80 ans, devient une "conscience nationale". Son retrait des affaires lui donnera une marge supplémentaire vis-à-vis des protagonistes. Vient ensuite **Didier Ratsiraka.** Ancien chef d'Etat au carnet d'adresses bien fourni, il exerce une certaine fascination aussi bien chez ses anciens adversaires que chez les gens simples. En se terrant dans son appartement parisien depuis 4 ans et en se gardant d'intervenir dans le jeu politique, il s'est auto-aménagé un espace qui lui sera utile un jour. On peut ajouter deux femmes exceptionnelles aux vocations diamétralement opposées mais qui ont toutes les deux la force de la conviction chevillée au corps. Il s'agit de **Gisèle Rabesahala** et de **Madeleine Ramaholimihaso.** Leur éloignement du

milieu politique leur octroie également la liberté d'action et de pensée nécessaire à une éventuelle interposition. Gisèle Rabesahala est retraitée de la politique depuis près de 10 ans. Quant à Madeleine Ramaholimihaso, son ancrage dans la société civile reste un atout qui lui donne une vision pertinente de la situation. Elle peut faire profiter le pays de son rayonnement international. Chez les militaires, un seul officier général pourrait faire l'affaire : *Mounibou Ismaël*. Homme à poigne, il surclasse tous les officiers même ceux qui sont en activité par son autorité et son aura. *En ces temps d'incertitudes où tout peut arriver, il est rassurant de savoir que le pays peut néanmoins compter sur des valeurs sûres.* (D'après *Midi du* 18/01/06)

Présidentielle. Une affaire de jeunes : Monja Roindefo, le fils du nationaliste Monja Jaona, a déjà annoncé sa candidature. Suivi de Roland Ratsiraka, le jeune Maire de Toamasina. On s'attend également à ce que des jeunes à l'image de Thierry Raveloson, le fils de l'ancien ministre des Forces armées, sous Ratsiraka, Raveloson Mahasampo, puissent également se manifester. Un ancien conseiller de l'Amiral Ratsiraka qui aurait rencontré ce dernier récemment à deux reprises à Paris se porterait aussi candidat. Et l'on se demande si *la candidature de Roland Ratsiraka n'est tout simplement pas un leurre ou une diversion*, dans la mesure où celui-ci voudrait se couvrir face à une série d'inspections dont la gestion de la Commune urbaine de Toamasina fait actuellement l'objet. D'aucuns estiment que le jeune maire de Fianarantsoa, Pety Rakotoniaina, ne s'exclura pas de la course. *La prochaine élection présidentielle risque donc d'être une affaire de jeunes. Tous les « vieux loups » de la politique ont, d'ailleurs, épuisé leur batterie*, en ratant leur objectif, tout simplement en enfonçant encore un peu plus le pays dans le gouffre de la pauvreté, alors qu'aucun changement n'est perçu, au moins au niveau des secteurs importants des infrastructures, de la santé, de l'éducation, et de l'agriculture. (D'après *Midi du* 24/01/06)

Retour de Herizo Razafimahaleo - l'ex-président du Leader Fanilo se positionne pour les présidentielles : *«La population est à bout et on s'achemine vers une nouvelle crise politique sans précédent !»*. Il demande la redéfinition des règles du jeu avant la tenue des élections... et son éventuelle participation. " *L'auto-proclamation du 22 février est un coup d'Etat. Il y a donc eu usurpation de pouvoir jusqu'à la date du 6 mai, celle de la deuxième investiture* ". Cela conduit à l'imbroglio qui se forme autour des échéances électorales futures. *L'amnistie pour les deux camps protagonistes de la crise post-électorale de 2002 est l'un des préalables évoqués* pour la tenue des élections. Il en est de même de *la nécessité d'une discussion autour de la date des élections, du code électoral ou encore du financement des candidats*; ce qui traduit un souci d'accorder une égalité de chance politique à ces derniers. " *Dans le cas contraire, le prochain élu courra le risque d'être contesté, bloquant ainsi le processus du développement en cours*". Ainsi, après la logique de l'affrontement entre gouvernement et opposition, *une voix différente se fait donc entendre.* (D'après *L'Express et Tribune du* 25/01/06)

Opinion. Stagnation et aventurisme : ethnisme et ultra-religiosité au menu. 4 ans après le « changement » de régime amené par la confusion post-électorale de fin 2001, *rien n'aura fondamentalement changé dans les pratiques politiciennes. La classe politique s'engluie dans un cynique jeu de rôles déconnecté des attentes et intérêts du grand public.* Les échéances électorales majeures arrivant à grands pas (ce qui aiguise les surenchères dans et entre les camps), *tous les ingrédients qui ont miné le régime ratsirakien concourent à caractériser désormais – avec leurs spécificités propres, il est vrai – le système ravalomananien* : 1/ un pouvoir obsédé par une légalité que ne *conforte aucune légitimation par une gestion convaincante des biens publics et de l'économie* (avec, notamment, une chute vertigineuse du pouvoir d'achat en à peu près un an), 2/ une majorité très tôt désertée par plusieurs ténors « *décus* », 3/ un parti présidentiel (le TIM) sur le point d'implorer sous les empoignades entre «

seconds couteaux », et 4/ une « opposition à sa majesté » *qui ne se démarque décidément pas du libéralisme malgré ses ravages avérés et qui s'essouffle à courir après un fantasmagorique partage du pouvoir euphémiquement appelé « Transition »...*

Un retour à la case départ des 6 premiers mois de 2002 se dessine avec l'ethnisme et la religiosité au menu : d'un côté, une ethnicisation potentielle des enjeux politiques après les exclusives réservées à l'« opposition » dite-3N à Antananarivo (interdiction de son meeting du 22 novembre et casse de celui du 17 décembre, alors que ses initiatives du même type dans les 5 capitales provinciales ont été autorisées) ; de l'autre, une collusion électorale de Marc Ravalomanana et d'un FFKM déjà considéré de fait comme « corps constitué » puisque les chefs religieux ont pu discourir, mais pas le premier ministre ni le président de l'Assemblée nationale, lors de la cérémonie des vœux pour le nouvel an à la présidence... Tout cela, en toute hypothèse, au détriment de la démocratie et de la laïcité. (D'après n° 5-6 de la Lettre du Consortium de solidarité avec Madagascar du 19/01/06)

Roland Ratsiraka candidat à la présidentielle de 2007 et marche sur les traces de son oncle : *« Mon projet de société est prêt depuis un an, j'ai consulté les membres de ma famille et je n'ai peur ni de personne ni des contraintes que ma candidature peut susciter ». En vue de cette présidentielle, le « candidat » demande au pouvoir de garantir un scrutin libre et sincère, des candidatures à choix multiples, l'absence de poursuites contre les candidats et les électeurs. Roland Ratsiraka demande aux magistrats, aux administrateurs civils et aux bailleurs de fonds d'agir dans l'intérêt des Malgaches. A l'endroit des opposants, il dit ceci : « Je respecte leurs actions car sans elles, la situation aurait été pire et elles permettent à nos compatriotes d'avoir une autre opinion. Mais en tant que légaliste, j'attends l'élection pour changer les choses ». Le lourd héritage de la famille Ratsiraka ne l'effraie pas. "Je préfère œuvrer moi-même pour le pays", a soutenu le neveu de l'Amiral pour balayer toute quête de soutien ou de bénédiction de l'ancien président. L'annonce anticipée de son dessein présidentiel lui permet également d'embarrasser le pouvoir. Des bruits commencent à s'amplifier ces derniers temps autour d'une éventuelle sanction administrative contre le maire du Grand Port pour sa gestion de la ville. (D'après Midi et L'Express du 21/01/06)*

Les Ratsirakistes dans la perplexité ! *La déclaration de candidature de Roland Ratsiraka divise les militants AREMA qui semblent tiraillés depuis un certain temps entre Didier Ratsiraka et Pierrot Rajaonarivelo. Prématurée soit-elle, sa déclaration de candidature préoccupe les observateurs. Si les uns s'interrogent sur l'envergure politique du premier magistrat de Toamasina et surtout sur sa chance de gagner cette compétition politique, les autres soupçonnent le neveu de Didier Ratsiraka d'être parmi ces "candidats satellites" qui seraient là uniquement pour masquer la candidature unique de Marc Ravalomanana, une pratique politique adoptée par des présidents-dictateurs en Afrique. Par ailleurs, cette déclaration de Roland Ratsiraka laisse perplexes les Ratsirakistes encore fidèles à l'amiral. Didier Ratsiraka fait-il partie de cette grande famille dont a parlé Roland Ratsiraka lorsqu'il a souligné que sa déclaration de candidature a eu déjà la bénédiction de sa grande famille ? (D'après Tribune du 30/01/06)*

Controverses sur la date de l'élection présidentielle : *le problème est déjà posé depuis longtemps : si les tenants du pouvoir fixent au 6 mai 2002 la date officielle de l'investiture légale de Marc Ravalomanana, c'est que, sans souffrir la moindre discussion, ils ont usurpé leurs fonctions entre le 22 février et le 6 mai 2002. Et s'ils indiquent que ledit mandat a débuté le 22 février 2002, Marc Ravalomanana devra fixer la date de la prochaine élection présidentielle entre le 1er et le 22 janvier 2007. (D'après La Gazette du 20/01/06)*

Election présidentielle : En juin 2006 ? *Beaucoup ne croient pas trop au récent discours du chef de l'Etat, selon lequel il n'y aura pas d'élections cette année. D'après des observateurs*

avertis, Marc Ravalomanana pourrait avancer le scrutin présidentiel au mois de juin 2006. Selon eux, il ne sert à rien au Président de limoger M. Sylla, « *vu le court laps de temps qui nous sépare de cette échéance* ». En anticipant ainsi la présidentielle, M. Ravalomanana, dit-on, entend - après sa victoire annoncée - mettre à plat toute sa stratégie, notamment nos relations avec les bailleurs de fonds. (D'après *La Gazette du 21/01/06*)

A mesure que les échéances approchent, la question de la fin des mandats se pose aussi pour les sénatoriales. Le pouvoir rattrapé par 2002 ! En effet, le Sénat 1ère version avait commencé sa première session, le 1er mai 2001. En principe, le mandat de ses membres arrive à expiration le 1er mai 2007. Or, début juillet 2002, *Marc Ravalomanana devait renouveler intégralement le quota de 30 sénateurs nommés par Didier Ratsiraka* dont le mandat avait alors pris fin avant son terme. Faut-il compter les 14 mois déjà effectués par les 30 premiers sénateurs afin de déterminer la fin du mandat de leurs successeurs ? La balle sera certainement renvoyée au juge constitutionnel. *Reste à savoir si dans son avis, la HCC va écourter de 14 mois le mandat des 30 sénateurs nommés ou prolonger pour la même durée, celui des 60 sénateurs élus.* (D'après *Midi du 30/01/06*)

1.1.2 Gouvernement & Parlement

Marc Ravalomanana et Jean Lahiniriko, président de l'Assemblée nationale, sont en froid. La cohabitation de ces deux personnalités politiques risque de créer une *crise inter-institutions. Le malaise a atteint le sommet de l'Etat* et à un an des présidentielles, le régime ne peut plus se permettre un tel luxe. La cérémonie de présentation de vœux des corps constitués a étalé au grand jour le profond différend entre les deux hommes. Pour la première fois, *le président de l'Assemblée nationale et le Premier ministre n'ont pas eu droit à la parole*, Le président du Sénat a représenté tous les autres chefs d'institutions. Jean Lahiniriko a quitté le palais présidentiel sitôt terminée la série de discours à laquelle il n'a pas pris part bien qu'il ait déjà préparé son discours. S'il s'était exprimé, Jean Lahiniriko, en se considérant comme le "*porte-parole du peuple*", n'aurait pas ménagé le gouvernement. Le discours musclé qu'il n'a pas pu prononcer a été publié intégralement par *La Tribune*. (D'après *L'Express du 07/01/06*)

Le débat sur un éventuel changement de gouvernement fait renaître certains sentiments d'appartenance régionale : l'ancien Président Ratsiraka alternait Merina et Betsileo au poste de chef de gouvernement, lui étant Betsimisaraka. « *Sa* » règle - considérée jusqu'à ce jour par certains comme étant un « *facteur d'apaisement* » politique et social et une « *logique culturelle et humanitaire* » - est devenue difficile à contourner. Gare à ceux qui risqueraient de passer outre ! Le régime Ravalomanana, à ses premières heures, n'y a pas failli. Le numéro Un de l'Exécutif étant originaire des Hautes Terres, il fallait trouver un numéro Deux issu d'une province de la côte. *Depuis trente ans, avec ce système, le pays reste au bas de l'échelle du développement.* C'est au point de se demander si le système intrinsèque du « *quota régional* », au lieu de sauver le pays, n'a pas faussé la valeur de l'Homme, reléguée au second plan au profit de l'origine ? Avec une telle « *règle* », si le président Ravalomanana voulait changer de Premier ministre, l'on serait donc toujours au stade de penser qu'il devrait trouver quelqu'un issu d'une tribu autre que la sienne. Il aurait donc l'obligation de chercher parmi les compétences des provinces de la côte. (D'après *Midi du 10/01/06*)

Pas de changement de gouvernement : le président de la République a coupé court aux intenses spéculations de ces dernières semaines. Il a annoncé qu'aucun changement de gouvernement n'aura lieu et qu'il maintient l'équipe actuelle. Marc Ravalomanana a soutenu qu'il était *satisfait dans l'ensemble de la performance de l'actuel gouvernement*. Toutefois, il

y a mis une nuance en disant que s'il faut améliorer certaines choses, on le fera. (D'après Midi du 18/01/06)

Crise institutionnelle - Le président de la République note le soutien de Lahiniriko au régime. Le chef de l'Etat minimise ainsi l'incident d'Iavoloha lors de la présentation de vœux des corps constitués. "Je lui ai demandé si oui ou non il porte son soutien au régime. Sa réponse a été claire", a assuré le Président lorsqu'il a été interrogé sur l'état de ses relations avec le président de la troisième institution de l'Etat. "J'ai convoqué une réunion entre les quatre chefs d'institution. Dans le rapport qu'ils m'ont remis, ils ont dit que tous les problèmes ont été résolus. Tout comme le président du Sénat, Rajemison Rakotomaharo, l'ancien maire de la capitale joue l'apaisement. "Malgré quelques moments de troubles, nous sommes toujours là, unis", a affirmé le président Ravalomanana. Ce dernier "ne trouve même pas d'inconvénients aux rencontres de Jean Lahiniriko avec l'opposition". (D'après L'Express du 18/01/06)

Fianarantsoa - Les « portes ouvertes » de l'Assemblée nationale annulées, Jean Lahiniriko de nouveau censuré. Le président de l'Assemblée est de nouveau privé de tribune. Les protagonistes se rejettent la responsabilité. Les parlementaires présents dans la ville décident de reporter à une date ultérieure le rendez-vous. "Nous sentons la censure", déplore le député Jean Pierre Razafinarivo. **Le débat autour de la marge de manœuvre de Jean Lahiniriko est relancé** après ce nouvel incident. (D'après L'Express du 21/01/06)

Les autorités de Fianarantsoa dénoncent les « buts non avoués » de l'Assemblée nationale : « on n'a pas bâillonné les députés, ni interdit la tenue des portes ouvertes de l'Assemblée nationale », claironnent le Président de la délégation spéciale (PDS) de Fianarantsoa, le chef de Région et le maire de la ville, Pety Rakotoniaina. (D'après Les Nouvelles du 23/01/06)

Lors de l'ouverture des « Journées Portes Ouvertes de l'Assemblée Nationale », à Fianarantsoa, l'expo dans la salle des fêtes fut autorisée. Par contre, quand les députés (notamment le président de l'Assemblée nationale) voulurent expliquer l'objet de la manifestation dehors, devant une petite foule, on le leur a interdit. Le chef de Province a affirmé : « La cérémonie avait un but non avoué. Ces gens sont venus ici soi-disant pour rapprocher l'Assemblée nationale de la population. En fait, ils avaient l'intention de se livrer à une sensibilisation politique ». (D'après La Gazette du 23/01/06)

Montée de la cote du président de l'Assemblée nationale : critique envers le régime malgré son affiliation au parti présidentiel TIM, le président de l'Assemblée nationale Jean Lahiniriko voit sa cote monter **au point que sa candidature à la présidentielle est sollicitée par certains groupes.** Même l'opposition commence à le courtiser. (D'après Matera du 23/01/06)

Jean Lahiniriko : arrestation ou destitution. Les relations, entre Marc Ravalomanana et Jean Lahiniriko, semblent, de jour en jour, se détériorer. En effet, outre la mise à l'écart du président de l'Assemblée nationale des discours officiels, voilà que des « faits nouveaux » viennent d'être mis à jour pour confirmer cette situation délétère. **Le Président Ravalomanana aurait enjoint le directeur général du BIANCO de « remuer ciel et terre » pour monter, dans les meilleurs délais, un dossier devant mettre en difficulté le président Lahiniriko.** Un dossier qui va permettre au BIANCO et à la Chaîne pénale anti-corruption, d'ouvrir des poursuites contre le numéro un de l'Assemblée nationale. (D'après La Gazette du 27/01/06)

Le PDS de Toliara limogé et remplacé par un militaire : Le conseil des ministres a nommé un nouveau PDS, à savoir, le Colonel Roland Randriamampionona. Celui-ci est **le quatrième**

officier au grade de colonel nommé au poste de PDS, après ceux de Mahajanga, Fianarantsoa, Toamasina. Pour Antananarivo et Antsiranana, les PDS sont des civils. Le remplacement du PDS de Toliara auraient probablement trait à des questions politiques. (D'après Midi du 19/01/06)

1.1.3 Majorité, « mouvance présidentielle »

Henri Roger Ranaivoson, « Chief of staff » de la Présidence : « *Ayez du respect pour l'alternance* ». « *La politique est comme un jeu se déroulant sur un terrain quelconque. Il y a ceux qui pratiquent l'anti-jeu, il y a ceux qui respectent les règles. Le régime actuel est accusé de violer les règles de la démocratie. Mais à y voir de près, c'est l'opposition, sans avoir obtenu d'autorisation, qui bafoue la loi* », a déclaré ce haut technicien du PNUD. Il demande aux opposants d'avoir « *le respect de l'alternance* ». « *Vous avez fait attendre le peuple malgache durant 25 ans sans aucun développement. Soyez respectueux des règles démocratiques* », a-t-il fait remarquer. Pour Henri Roger Ranaivoson, l'important pour un pays « *c'est le respect mutuel* », « *les gouvernants sachant témoigner du respect envers l'opposition, et vice-versa* ». (D'après Midi du 04/01/05)

Manandafy Rakotonirina analyse la situation politique. Vieux loup en politique mais toujours affûté, le président du parti MFM et conseiller spécial du président de la République livre sa vision et ses aspirations politiques. Interrogé sur *l'existence d'un conflit interethnique*, Manandafy Rakotonirina a répondu qu'il faut maintenant *dépasser ce stade* car il ne convient plus à la réalité d'aujourd'hui. Pour lui, les Malgaches sont passésistes et veulent rester au XIXème siècle où l'imaginaire collectif était dominé par les concepts de castes et d'ethnies. Or les structures mises en place actuellement détruisent peu à peu cette mentalité. *Les différents corps de l'Etat sont issus des quatre coins de l'île.* Ce qui démontre un certain équilibre au niveau de l'Administration. Mais le président du MFM *dénonce l'existence d'extrémistes merina mais aussi côtiers ultraconservateurs qui incitent à la haine ethnique. Le financement des partis politiques devrait être suivi de près.* On peut en effet *craindre l'implication future des multinationales* qui vont s'implanter à Madagascar grâce au pétrole. La transparence est alors de mise pour *éviter que ce qui se passe en Afrique* (où les multinationales pétrolières contrôlent les hommes d'Etat en finançant les partis politiques). (D'après Les Nouvelles du 05/01/06)

Une prime de loyauté pour les députés TIM : mis en place au sein du gouvernement, le système de primes touche également le milieu politique. *Le parti présidentiel s'est approprié la méthode pour motiver ses membres.* Des députés issus du parti présidentiel ont touché une prime de près d'Ar. 800 000 peu avant les fêtes de Noël. *Mais la fameuse prime n'a pas été attribuée d'une manière systématique.* Les parlementaires qui ont été traduits en conseil de discipline du parti ne font pas partie de la liste des bénéficiaires. Ces quelques députés ont été accusés d'avoir désobéi aux consignes du bureau politique lors de la collecte de signatures contre le gouvernement. La deuxième raison concerne *"les parlementaires qui sont de connivence avec l'opposition"*. A l'entame de la ligne droite du mandat de son fondateur, les dirigeants du TIM commence à demander des mesures beaucoup plus radicales pour revitaliser le parti. A priori, *la seule politique de la carotte semble montrer ses limites pour une formation qui se targue être la première formation politique sur l'échiquier national.* (D'après L'Express du 10/01/06)

1.1.4 Opposition : « transition », meetings

Arrestation des opposants : une pratique typiquement africaine. Les pays africains ont un dénominateur commun. Les tenants du régime n'hésitent pas à jeter leurs adversaires politiques dans les prisons. Du Sénégal à l'Ouganda, en passant par Madagascar, l'Ethiopie, le Zimbabwe, la Guinée-Bissau... les éléments gênants ont été arrêtés et emprisonnés pour des motifs imaginaires. Ils sont accusés de trafic d'influence ou d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat... Bref, les motifs ne manquent pas. Comme le cas de Pierrot Rajaonarivelo ou de Voninahitsy Jean Eugène, les opposants africains, susceptibles d'être candidats aux élections présidentielles ont été éliminés bien avant la compétition. *Les forces armées et la justice sont souvent les deux appareils de répression utilisés par les autorités en place.* Chose curieuse, bien que les pays développés aient évoqué que leurs aides sont liées à la démocratisation de la vie politique et à la transparence de la gestion des affaires de l'Etat, force est de constater que *les dirigeants des pays riches n'ont pas mis à exécution leurs menaces. Le non respect des droits de l'Homme et la liberté d'expression sont devenus monnaie courante dans certains pays bénéficiant d'une grande partie des aides des pays riches.* (D'après Tribune du 03/01/06)

Manifestation politique -Meeting reporté de l'opposition à Toliara : le sénateur Robert Razaka a pourtant promis de revenir à la charge "peut-être la semaine prochaine", a-t-il déclaré. La manifestation devait servir de tribune *pour expliquer les événements du 17 décembre sur la Place du 13 Mai.* Devant le barrage des forces de l'ordre, l'organisateur a préféré renoncer. L'entreprise du sénateur de l'opposition relance le débat autour de la manifestation avortée des 3FN sur la Place du 13 Mai. Voilà l'opposition qui continue de faire pression sur le pouvoir. (D'après L'Express du 09/01/06)

Sénateur Robert Razaka : arrestation avortée ! Le sénateur à l'initiative de la manifestation de l'opposition à Toliara affirme qu'il a évité de justesse une arrestation. " Je sais maintenant que des éléments se sont préparés à m'arrêter pour meeting non autorisé. Heureusement, j'ai pris la précaution de dissuader mes partisans, sinon j'aurais connu le sort de Victor Wong lorsque celui-ci avait été arrêté sur la Place du 13 Mai pour meeting non autorisé». Le sénateur persiste tout de même à vouloir organiser un deuxième rendez- dans une semaine à la population et aux notables de Toliara. Mais, cette fois-ci, il demandera une autorisation auprès des autorités compétentes bien que la Constitution confère à chaque parlementaire le droit de faire le rapport de ses activités devant ses électeurs. (D'après Tribune du 10/01/06)

Sénateur Robert Razaka : plainte pour agression physique sur la place du 13 Mai. Finalement, il s'est décidé à porter plainte. Il emprunte la voie de la légalité pour montrer que le pays doit vivre dans un état de droit ou du moins tendre vers ce mode de gouvernance. (D'après Tribune du 24/01/06)

Le président de l'Assemblée nationale, a reçu les notables chrétiens des 3 FN, les pasteurs Richard Andriamanjato et Edmond Razafimahefa. Entre *deux Protestants et un Luthérien.* Il ne manquait plus que le catholique Zafy Albert pour donner un caractère quasi-œcuménique à cette rencontre. Selon les proches du président de l'Assemblée, il s'agissait simplement d'une « *séance de prière* » pour la nation et le peuple malgache en ce début d'année. Une réponse qui n'a pas convaincu et qui a engendré d'autres interrogations. *Les 3 FN seraient en fait en train de chercher un candidat de consensus.* Cette entrevue entre notables« chrétiens visait-elle à exorciser le démon de la division ? Mais Lahiniriko ne se considère pas, du moins jusqu'à maintenant, faire partie du clan des opposants, il privilégie le dialogue. (D'après Midi du 12/01/06)

Jean Lahiniriko veut-il vraiment changer de camp, pour basculer dans l'opposition ? La question taraude non seulement le régime mais aussi l'opposition. En effet, il est devenu l'enfant terrible du pouvoir, puisque les dirigeants n'arrivent plus à le contrôler.

La SPDUN pour la transition ou l'élection : à défaut d'une transition, ils ne sont plus contre le fait d'aller aux urnes. "Nous allons demander à la Haute cour constitutionnelle (HCC) la date du début du mandat du chef de l'Etat", a déclaré le député Mara Niarisy. Les parlementaires de l'opposition souhaitent ainsi une "*clarification des règles du jeu*". **La position de la SPDUN apporte une note nuancée au sein des 3FN**, l'alliance de l'opposition à laquelle elle a adhéré. La troïka de l'opposition exige, comme on le sait, la mise en place d'une transition "*pour tout remettre à plat et préparer les élections dans la sérénité*", conclut le parlementaire. "*La transition est la solution idéale. Mais nous n'irons pas jusqu'aux affrontements si notre proposition est refusée par le gouvernement*", explique Mara Niarisy. La SPDUN fait jouer ainsi le principe d'individualité au sein des 3FN pour faire valoir sa position tout en niant son départ de l'alliance. (D'après L'Express du 13/01/05)

Echauffourées du 17 décembre : aucune arrestation, un mois après... Contrairement à ce qui a pompeusement été annoncé par quelques barons du régime, aucune arrestation des auteurs et autres commanditaires des échauffourées du 17 décembre, sur la place du 13-Mai, n'a pas encore été opérée, plus d'un mois après. Alors que la presse nationale n'a cessé de faire publier des photos ayant mis en évidence certains de ces auteurs en pleine action. Pis, des noms de commanditaires de ces actes odieux ont également été cités aux médias par le sénateur Adolphe Ramasy, sans qu'aucune enquête judiciaire ne semble point être ouverte à leur encontre. (D'après La Gazette du 19/01/06)

Et ça prétend vouloir gouverner un pays ! Elle l'a longtemps nié, démenti, réfuté, et de la manière la plus catégorique que ce soit, elle n'a jamais trompé personne : l'opposition, ou du moins une bonne partie, a toujours *fait du tribalisme la base de sa stratégie générale*, et des rivalités ethniques son arme de prédilection. Une arme qu'elle n'a peut-être pas encore décidé d'utiliser directement, mais qu'elle n'a cessé de brandir à la moindre éventualité, c'est-à-dire, tout le temps.

Vu sous cet angle, les échauffourées sur la Place du 13 Mai, le 17 décembre, ne pouvaient qu'être, pour ces extrémistes qui ne reculent plus devant rien, l'occasion rêvée. Des personnalités côtières prises à partie, physiquement, par des Merina, dans une ville des Hauts-plateaux? Le prétexte idéal, trop beau pour être vrai, pour l'opposition de montrer enfin son vrai visage, de légitimer sa sinistre argumentation. **Pour beaucoup, un Merina à la tête du pays, c'est une incongruité, aberration, une hérésie qu'il convient de réparer.** Après les incidents du 17 décembre, des rangs de l'opposition, des voix s'élèvent, pour crier vengeance, exiger réparation, mais sans passer par la justice. En 2006, ça se comporte encore comme au Moyen-âge. Et ça prétend vouloir gouverner un pays ! (D'après L'Express du 20/01/06)

L'AREMA, vers un virage majeur : c'en est fini avec le socialisme. Pierrot Rajaonarivelo et Harinaivo Rasamoelina ont décidé qu'avant la célébration du 30ème anniversaire du parti, des ateliers seront organisés dans le but de voir comment le vieux parti politique pourra s'adapter à son temps. Affaibli par la circonstance politique et les différends internes qui le minent, le parti de l'Amiral Ratsiraka a donc décidé de se ressaisir. « *Nous sommes dans un contexte où le parti-Etat ne peut plus exister* » a souligné un de ses responsables. « *Le parti politique a toujours été instrumentalisé pour manipuler le peuple* » a-t-il souligné et de reconnaître que l'AREMA baignait dans cette logique du « *parti-Etat* » mais **avance toutefois que cette pratique se perpétue jusqu'à aujourd'hui avec le TIM.** Quant à l'idéologie socialiste, Harinaivo Rasamoelina souligne que l'AREMA est né dans un contexte où de nombreux

pays étaient socialistes, « *il était normal que Madagascar en fasse partie* » a-t-il avancé. Le politicien avance que la libéralisation et la mondialisation politico-économiques impliquent une nouvelle façon de faire et de penser. « *Le changement de l'AREMA était perceptible depuis 1997, depuis que Pierrot Rajaonarivelo a pris la tête du parti* » a-t-il ajouté. Que va devenir l'AREMA ? ***Un parti rassembleur, à l'idéologie plutôt libérale.***

Même si toute cette action ressemble à une préparation pour les élections de 2007, Harinaivo Rasamoelina a tenu à affirmer que rien n'a été encore décidé. Il ne reste que deux candidats potentiels pour l'AREMA : Pierrot Rajaonarivelo et Harinaivo Rasamoelina. (D'après *Les Nouvelles* du 23/01/06)

1.1.5 Arrestation d'opposants : Voninahitsy Jean Eugène et Victor Hong

Succession de Voninahitsy Jean Eugène : les « 3FN » en difficulté. Qui succédera à Voninahitsy Jean Eugène? Plus d'un s'interrogent car après l'incarcération de ce dernier, le poste du président du CNRR, un organe qui coordonne toutes les activités des « 3FN », reste jusqu'à présent vacant. Un homme de dynamisme, de bravoure et qui ne lésine pas sur ses propres moyens quand l'objectif est d'imposer au président Ravalomanana un régime de Transition. Suite à son emprisonnement pour trafic d'influence, plus d'un s'interrogent sur le nom de son éventuel successeur à la tête du CNRR, l'organe de réalisation de la résolution de la conférence nationale unique 2005. En attendant le nom de ce nouveau président du CNRR qui présidera la première réunion des « 3FN » dans le cadre de la poursuite de leurs activités, force est déjà de constater que ***le désordre règne actuellement au sein des « 3FN ».*** A l'approche du 6 janvier, date que la présidence a choisie pour la présentation des vœux des corps constitués, les avis divergent au sein de cette plateforme d'opposition. Pour ***les inconditionnels du Pr Zafy***, ils n'y iront pas même s'ils étaient invités ***car ils ne reconnaissent pas Ravalomanana comme président de la République.*** Par contre, d'autres chefs de partis membres des «3FN» seront bel et bien présents (D'après *Tribune* du 05/01/06)

Malgré lui, le leader du RPSD Vaovao Voninahitsy Jean Eugène est écarté de la politique, mais ses compagnons de lutte ne se sont pas non plus précipités pour lui rendre visite. Le silence de ses amis politiques prête à réflexion. Bien entendu, la période n'est pas propice aux actions en justice, en raison des vacances judiciaires, mais ceci n'empêche pas la solidarité entre compagnons d'infortune. D'un côté, ce silence peut aussi s'expliquer par les préparatifs du prochain coup d'éclat de l'opposition, dont entre autres le retour sur la place du 13 Mai. L'explication la plus pessimiste serait bien entendu que ses compagnons ne le soutiennent plus. (D'après *Midi* du 05/01/06)

Voninahitsy J. Eugène : pas de demande d'évacuation sanitaire. Devant les rumeurs qui persistent sur l'état de santé du député, la femme de ce dernier, la députée de Morafenobe Pelops Ariane dément qu'il n'a jamais été question pour son mari de demander une évacuation sanitaire à l'étranger. Les observateurs s'impatientent de connaître la date de la réapparition du député devant la barre suite à l'appel interjeté par ses avocats contre le jugement de la première instance le condamnant à deux ans d'emprisonnement ferme pour trafic d'influence. (D'après *Tribune* du 31/01/06)

L'attaque ratée des entrepôts de Toamasina Magro revendiquée par un dénommé « Mouvement pour la Défense de l'Equilibre Ethnique et Régional de Madagascar » (MDEERM) revendique la responsabilité de l'opération. Le mouvement promet des attaques beaucoup plus violentes si ses revendications ne sont pas satisfaites. Le MDEERM exige ainsi ***"la mise en place d'un gouvernement d'union avant les élections"***. (D'après *L'Express* du 14/01/06)

Victor Hong : garde à vue prolongée pour l'opposant, dans le cadre de l'enquête sur l'attaque manquée de la société Magro, appartenant au groupe Tiko à Toamasina. Portant le statut de témoin, sa situation semble se muer peu à peu à celui d'un suspect. Victor Hong *est l'ancien président de l'association des familles des détenus liés aux affaires de 2002* (Ofpacpa). Certains opposants soupçonnent d'autres motivations des autorités derrière cette affaire. Le gouvernement ne digérerait pas sa déclaration promettant la continuation de la lutte en marge de la présentation de vœux des natifs du Sud-est en cas d'absence d'un dialogue avec le pouvoir. (D'après L'Express du 24/01/06)

Incertitude sur le sort de Victor Hong : pour son avocat, la garde à vue de Victor Hong a dépassé les 48 heures alors qu'on ne sait pas s'il y a vraiment une autorisation de l'autorité judiciaire compétente. Pour lui d'ailleurs, cette dernière ne peut être définie tant qu'il n'y a pas de chefs d'accusations précises à l'encontre de son client. *Les droits de la défense n'ont pas été respectés* a-t-il souligné. L'avocat parle d'enquêtes secrètes faite en absence d'un avocat. Des tentatives pour communiquer avec son client se sont heurtées à chaque fois à un refus des responsables. L'avocat n'a aucune information sur le lieu actuel de détention de son client. Il n'a pas écarté la thèse d'une *machination politique* destinée à éliminer Victor Hong. (D'après Les Nouvelles du 27/01/06)

Victor Hong devant la cour criminelle - l'opposant accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat. La justice ne s'est plus contentée du témoignage de Victor Hong. Elle soupçonne sa participation dans la tentative d'attaque ratée au Magro-Toamasina et *retient trois charges contre lui : atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, complicité dans une tentative de destruction volontaire d'édifice et de magasin, et recel de malfaiteurs.* Avec ces nouveaux chefs d'inculpation, l'ancien président de l'Ofpacpa risque jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Il vient pourtant de purger une peine pour attroupement sans autorisation du 20 mars 2004, couplé à un appel gagné pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat en septembre. Dans cette affaire, la Justice l'avait poursuivi pour une autre liée aux événements de 2002. Il avait été inculpé d'avoir fourni une voiture à un "milicien" qui combattait contre l'avancée de la "troupe de pacification. (D'après L'Express du 31/01/06)

Avertissement du régime à certains opposants : le premier à figurer sur la liste est Herizo Razafimahaleo, l'ancien n°1 du parti Leader Fanilo actuellement simple membre de cette formation mais doté d'un poids politique certain. La semaine dernière, *il a défié le pouvoir sur la date de la prochaine présidentielle suivant la Constitution.* Le conseiller politique du Président, Moxe Ramandimbilahatra brandit une menace à peine voilée en déclarant : «*Ceux qui qualifient la date du 22 février 2002 de coup d'Etat lancent une insulte envers le peuple malgache. Cet acte est répréhensible* ». Il cite même des textes en vigueur contre ceux qui dérangent la sécurité publique et la paix sociale. Les auteurs de tels actes sont passibles d'emprisonnement. Après l'emprisonnement du député Jean Eugène Voninahitsy pour trafic d'influence, les observateurs se demandent si le régime va oser également s'attaquer à une personnalité politique de la taille de Razafimahaleo considéré comme un des candidats potentiels à la présidentielle. (D'après Matora du 30/01/06)

1.1.6 Condamnés de la crise de 2002, exilés

Crise de 2002 - Peines confirmées en appel pour les 24 dynamiteurs de ponts : la cour d'appel d'Antananarivo a confirmé le jugement prononcé à l'encontre des 24 militaires. *La dénonciation des présumés commanditaires n'a pas eu d'écho et semble même être ignorée des juges.* Deux autres civils, les anciens députés d'Antsirabe Ra-Merci et Denis-Be, tous deux impliqués dans le dynamitage du pont de Fatihita, continuent de purger leur peine. 5 ans de prison fermes pour 2 des accusés, 3 ans pour 5 d'entre eux alors que les 17 autres ont été relaxés au bénéfice du doute. Les militaires condamnés ont été progressivement relaxés à la

suite du verdict sans pour autant avoir l'occasion de rejoindre leur poste respectif. Les 24 militaires ont été arrêtés en août 2002. Ils sont inculpés de soustraction frauduleuse de 2,5 tonnes d'explosifs appartenant au ministère de la Défense. D'autres inculpations s'ensuivirent, notamment le dynamitage des biens publics (ponts). 7 accusés ont été condamnés, mais ils n'ont pas purgé la totalité de leur peine. **Un appel interjeté par le ministère public a provoqué la remise en cause de l'affaire de dynamitage que beaucoup avaient considéré comme un dossier clos.** La première comparution devant la Cour d'appel a dû être ajournée. Les accusés n'ont pas tenu leur langue et ont dénoncé leurs commanditaires. Des noms d'officiers généraux de qui ont émané les ordres de détruire les édifices publics et la sortie de dynamite ont été dévoilés. (D'après L'Express du 28/01/06)

Pierrot Rajaonarivelo en exil en France : déclaration pondérée. Les vœux à la nation de l'ancien Vice Premier ministre Pierrot Rajaonarivelo en exil en France ont plutôt un ton modéré, vu les circonstances. Selon lui, le plus grand danger qui guette la nation est **l'apparition de risques graves pour l'unité nationale.** Il exhorte donc la population à **ne pas se laisser entraîner dans des luttes fratricides.** Cette déclaration non polémique pourrait être bien reçue au pays. L'homme en effet se veut être un rassembleur dans une conjoncture politique qui semble glisser vers la division. (D'après La Gazette du 14/01/06)

1.2 Relations Eglises-Etat

Le FFKM s'engage à assurer la régularité de la prochaine course à la magistrature suprême. A l'occasion de la présentation des vœux de nouvel an à la présidence, la laïcité de l'Etat a été sacrifiée au nom du partenariat avec l'Eglise représentée par les 4 prélats du FFKM. Lesquels ont officié ensemble pour le culte d'ouverture porteur d'un message de paix. Mgr Rabenirina a déclaré que « **le FFKM fait le pari d'une élection sincère et crédible** ». Une allusion à peine voilée à la prochaine course à la magistrature suprême **sur laquelle plane déjà le syndrome de 2002.** Il a aussi fait allusion aux événements du 17 décembre sur la Place du 13 mai, en faisant savoir que « **l'Eglise est contre la violence et la provocation, d'où qu'elles proviennent** ». Tout en réitérant que « **les discriminations entre Malgaches ne servent nullement l'intérêt national** », Mgr Rabenirina n'a pas omis d'appeler les uns et les autres, à « **éviter de tenir des propos irréfléchis** ». Allusion aux propos tribalistes entendus de part et d'autre. Après le discours-réalité prononcé hier au palais d'Iavoloha par Mgr Rémi Joseph Rabenirina, plus d'un s'interrogeant: « **Qu'attend le FFKM pour intervenir avant que le pire ne survienne ?** » (D'après Midi et Tribune du 07/01/06)

Election présidentielle : vers une entente FFKM-régime. Les tenants de la laïcité de l'Etat commencent vraiment à s'inquiéter. En effet, l'année 2006 semble annoncer **une imbrication de plus en plus serrée entre l'Etat et les Eglises du FFKM.** La complicité est telle qu'elle pourrait déboucher sur un engagement des Eglises aux côtés de l'actuel chef de l'Etat à la prochaine élection présidentielle. Les deux grands événements de cette année 2006 naissante ont frappé par le spectacle d'entente parfaite entre l'Etat et les Eglises. La cérémonie de vœux du palais d'Iavoloha d'abord, où les chefs d'Eglise furent installés au premier rang et eurent droit au micro. Le culte d'adieu organisé à l'intention du cardinal Razafindratandra qui s'en va à la retraite ensuite, et où le président de la République et le Premier ministre siégèrent en tant que représentants de l'Etat. **Jamais, autant que sous ce régime, les Eglises du FFKM n'ont eu droit à tant d'égards et de gratifications.** On citera par exemple l'octroi de marchés publics avantageux, la construction d'églises ou d'écoles confessionnelles, la mise à disposition d'hélicoptères pour les visites pastorales ou le financement des activités des branches « **Jeunes** » des Eglises. On s'attend donc à voir les chefs d'Eglise soutenir plus ou moins ouvertement la candidature de Marc Ravalomanana. Mais ils ne voudraient pas

compromettre leur réputation et surtout celle de leurs Eglises dans des micmacs électoraux. *Il est donc probable qu'ils subordonneront leur appui à certaines conditions, la principale étant la mise en œuvre d'un code électoral qui garantisse un vote libre, transparent et honnête.* On sait que le FFKM est en train d'élaborer un tel document. Si le régime manœuvre et entreprend d'éliminer le projet de texte, il est probable que le FFKM s'abstiendra de tout geste de soutien à l'endroit du candidat Ravalomanana. *L'intérêt de ce code remanié est qu'il devrait éloigner le retour des graves troubles de 2002, liés à l'élection présidentielle.* Si l'honnêteté du scrutin et la paix post-électorale sont assurées, le FFKM ne rechignera pas à user de son ascendant pour faire triompher son candidat. (D'après *La Gazette du 09/01/06*)

Le FFKM est de plus en plus incontournable dans la conduite des affaires nationales. L'équilibre confessionnel maintenu ? L'équilibre « confessionnel » au sommet de l'Etat, semble être une règle non écrite, avec un protestant à Ambohitsorohitra, un luthérien à Tsimbazaza, un calviniste à Anosikely, un catholique à Mahazoarivo et un autre protestant (marié à une catholique) à Ambohidahy. Quant aux anglicans, ils étaient représentés par Zaza Ramandimbirison du temps où il était à Anosy. *Avec les rumeurs – de plus en plus persistantes – sur l'imminent remplacement de Jacques Sylla qui coïncide avec le départ à la retraite du cardinal, l'équilibre « œcuménique » initial pourrait être bouleversé.* Il risque même d'être totalement rompu si la procédure de destitution de Lahiniriko venait à aboutir. Il est difficile de croire que les catholiques et les luthériens puissent être excommuniés. Sans oublier les anglicans - voie moyenne entre le catholicisme et le protestantisme – qui ne peuvent être minimisés puisque c'est leur chef qui est l'actuel président en exercice du FFKM. Dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, le pouvoir a intérêt à trouver... grâce auprès des fidèles de l'Ecclesia Episcopale Malagasy. (D'après *Midi du 10/01/06*)

FFKM. Chaque église représentée à la présidentielle ? Ravalomanana de la FJKM, Sylla de l'EKAR, Lahiniriko de la FLM, Ramandimbirison de l'EEM, Mailhol pour l'Apôkalipsa... Telle pourrait être l'affiche de la prochaine présidentielle. Un tel scénario risque de se produire car depuis 4 ans, en dehors du FFKM, point de politique. *Le pouvoir en place ayant troqué l'équilibre régional contre l'équilibre confessionnel.* Le FFKM a donné l'impression de bénir les faits et gestes des tenants du pouvoir. Laissant ainsi sur la touche ses autres «enfants» lesquels ne savent plus à quel(s) saint(s) se vouer. Toutes les chapelles étant phagocytées par les membres de l'équipe au pouvoir, les opposants traversent le désert. En effet, *la future campagne présidentielle aura une forte connotation religieuse,* comme la précédente d'ailleurs. A preuve, le FFKM souhaite réécrire le code électoral garantissant un scrutin vraiment sincère et libre. Ce sera en tout cas un acte éminemment politique. Il se présente aussi comme *une occasion de retrouver la neutralité qui a fait son autorité. Et qui est passablement écornée.* Le pays s'achemine vers un avenir truffé d'incertitudes avec ces élections en cascade. La question se pose de savoir si ce conseil dispose encore de l'autorité morale nécessaire pour jouer les arbitres. Prises une à une, ses composantes semblent acquises à tel ou tel «candidat» potentiel. Les dangers ne sont pas virtuels. A commencer *par l'intégrisme érigé en style de pouvoir.* (D'après *Midi du 17/01/06*)

Culte œcuménique au Palais présidentiel : laïcité de l'Etat bafouée, des Musulmans choqués. La tenue d'un culte œcuménique *sous l'égide du FFKM* avant la cérémonie des vœux a suscité beaucoup de réactions. *Les membres de l'opposition ont fustigé le régime Ravalomanana qui organise un tel culte avant une cérémonie officielle dans un palais d'Etat.* Avec de telles pratiques, la laïcité de l'Etat, l'un des fondements des valeurs républicaines est totalement bafouée, a indiqué un élu. A ce rythme, a-t-il continué, *la République de*

Madagascar risque de devenir un Etat chrétien dont sa nouvelle Constitution sera inspirée de la Bible. Au même titre que certains pays musulmans appliquant la «*Charia*». *L'intégrisme religieux nous guette*, au moment où les pays dits démocratiques s'attachent aux valeurs républicaines de l'Etat. Indignés, *certains fidèles de la religion musulmane dénoncent eux aussi la dérive du régime actuel vers une religion d'Etat*. Aux yeux des Musulmans, il s'agit d'une *politique d'exclusion*. Et d'ajouter que la moitié des Malgaches ne sont pas chrétiens et que 10% d'entre eux sont Musulmans. Choqués, ces derniers envisagent d'interpeller le chef de l'Etat pour que les non-chrétiens ne soient pas considérés comme des *citoyens de seconde zone*. Cette politique d'exclusion va certainement *favoriser la création de groupuscules fanatiques* qui pourraient mettre le pays en péril. (D'après Tribune du 09/01/06)

«*On assiste à un coup d'Etat latent*», selon l'Otrik'afo : de nombreux commentaires ont fait suite à l'effacement de deux noms sur la liste protocolaire des discours de vœux au palais présidentiel. Pour L'Otrik'afo, *entité «observatrice de la société»*, l'incident couronnerait un coup d'Etat interne latent, dont le Président n'a même pas conscience. Cette forme latente de coup d'Etat transformerait lentement mais sûrement un régime en un autre, souvent plus totalitaire que le précédent. «*Hisser le FFKM au rang d'institution, et faire porter à un seul homme la casquette de toutes les institutions de la République laïque, c'est changer la forme de celle-ci*». C'est un appel à la vigilance populaire. Car «*ni l'opposition, ni les tenants du pouvoir, ni le FFKM, ne sont à même de parer au désordre politique que pourrait gérer ce bouleversement*». La tenue d'un culte œcuménique sous l'égide du FFKM pendant cette cérémonie officielle a dépassé l'entendement. Il est dorénavant considéré que *le régime Ravalomanana ignore le concept de laïcité de l'Etat*. Il est d'autant plus flagrant que *le christianisme a vocation d'être religion d'Etat* nonobstant l'existence d'autres religions et d'autres croyances. Le phénomène connaît une telle ampleur que le *FFKM est considéré comme la quatrième institution* qui se veut être plus effective que celles qui sont consacrées constitutionnellement. (D'après Les Nouvelles des 10 et 11/01/06)

Sylvain Urfer, jésuite, enseignant à l'Institut Catholique de Madagascar (ICM), interviewé sur RFI, donne déjà le chef de l'Etat réélu. "A priori, il n'y a pas de danger pour la réélection du président Marc Ravalomanana. Il est plus que probable qu'il sera réélu", a avancé ce prêtre aux multiples activités politiques. Il est vrai que pour l'instant, le Président n'a fait aucune déclaration officielle sur ses intentions. Mais à entendre Sylvain Urfer, la décision du président Ravalomanana pour briguer un second mandat est en bonne voie. *Même s'il n'y a pas de pacte formel entre le vice-président de la FJKM et les Eglises, la collaboration entre les deux entités aura, qu'on le veuille ou non, des impacts sur le vote des chrétiens*. Et ce, malgré l'affirmation de Rémi Joseph Rabenirina, président du FFKM sur les raisons d'être de l'Eglise qui "travaille pour l'homme, pour le peuple et pour la société sans réserve politique". (D'après L'Express du 09/01/06)

Mgr Gilbert Aubry : rappel de 2002. Lors des adieux au cardinal Armand Razafindratandra, la lecture au micro d'un message de Mgr Gilbert Aubry, *évêque de la Réunion*, a été très écoutée. Le prélat réunionnais a narré, entre autres, *le combat qu'il a mené aux côtés du cardinal pour l'avènement de la démocratie et la fin de la dictature*. Mgr Gilbert Aubry rappelait dans son message qu'il avait défendu la cause de Marc Ravalomanana lors de la crise de 2002. Pour cette raison d'ailleurs, l'actuel régime, par le biais du Premier ministre Jacques Sylla lui a remis *une haute distinction malgache* à Antananarivo en 2003. (D'après La Gazette du 09/01/06)

Cardinal Armand Razafindratandra : une route rien que pour lui... Lors de la cérémonie d'adieux au cardinal qui prend sa retraite en province, à Besalampy, sous-préfecture reculée,

le chef de l'Etat a *promis la construction de la route qui mène à cette localité isolée, afin que les visites au cardinal se fassent de façon plus aisée*. Ce projet passe par Mahajanga, Mitsinjo et Soalala, une distance de 350 kilomètres. (D'après *La Gazette* du 09/01/06)

Ravalomanana réaffirme son attachement à l'Eglise : « *Dieu dispose de toutes les autorités et de tous les pouvoirs, c'est par sa gratitude que nous pouvons agir* ». Ces propos sont du Président Ravalomanana lors du conseil des ministres pour répondre aux critiques formulées à l'encontre de la religion lors de la présentation de vœux à Iavoloha. Il a ajouté que par ces différentes raisons, il est normal de remettre à Dieu les actions à entamer. Encore une fois, Marc Ravalomanana a voulu marquer sa différence en affirmant son attachement à l'Eglise. Il est à rappeler en effet que la cérémonie du 6 janvier au palais d'Etat d'Iavoloha a été marquée par une *prédominance de la FFKM* se manifestant par une lecture des écritures saintes et des prières. *Il faut changer de pratique et de mode de gestion a affirmé le Président de la République face à ce bouleversement de l'ordre protocolaire*. En outre, *la construction d'une chapelle dans ce palais d'Etat* même confirme cet attachement. *Toutefois ces gestes pas tout à fait laïcs du Président n'ont pas été approuvés par les hommes politiques*. Pour Alain Ramaroson du Mouvement des Citoyens pour la Sauvegarde de la République, l'Etat peut collaborer avec l'Eglise à condition qu'il n'y ait pas d'empiétement de compétence. Selon le général Désiré Ramakavelo, il ne peut y avoir de séparation entre l'Etat et l'Eglise car ils sont historiquement et socialement liés. Les membres du 3FN, quant à eux, condamnent tout acte, comme le non respect de la laïcité, qui porte atteinte aux valeurs républicaines. (D'après *Les Nouvelles* du 19/01/06)

Eglise/ Etat. Qui instrumentalise qui ? Tout Etat a le droit de protéger ses citoyens *d'escroqueries commises sous couvert de religion*. Encore faut-il que les faits soient avérés, et qu'il y ait décision de justice. *Ratsiraka avait autorisé quantité de sectes pour faire pièce au FFKM* : elles prolifèrent en exploitant la crédulité de populations désorientées. Avec de gros moyens, *l'Eglise Universelle du Royaume de Dieu*, multinationale d'origine brésilienne, tenante d'une « *théologie de la réussite* », ratisse large. La décision administrative de janvier 2005 *d'abroger son arrêté d'autorisation*, de fermer ses églises, radio et télé, et d'expulser sa trentaine de « *pasteurs* » de toutes nationalités, repose sur un curieux motif : l'un d'eux avait brûlé en public une bible, ce qui représenterait une menace pour l'ordre et la sécurité publique. *Plus contestable encore apparaît l'épilogue de la querelle entre la protestante FJKM (Vice-président : M. Ravalomanana), et ses dissidents « nouveaux protestants » fondateurs de la FVPM*, nouvelle Eglise autorisée par un arrêté d'octobre 2003. En quelques années, elle a rassemblé des dizaines de milliers de membres, avec 200 pasteurs répartis dans l'Ile. L'église d'Antananandranon, siège de son bureau national, compte à elle seule plus de 30 000 paroissiens, dont beaucoup de cadres et d'intellectuels, *à la recherche d'une spiritualité moins guindée, ou en désaccord avec l'instrumentalisation croissante de la FJKM*. Rappelons par exemple que lors des assises des pasteurs FJKM (avril 2005) organisées *avec le soutien financier de la Banque Mondiale (sic)*, M. Ravalomanana leur prescrit d'exercer les *rôles d'agents de développement, contrôleurs des mines et auxiliaires de sécurité (re-sic)*. Par arrêté ministériel du 16 septembre 2005, le ministère de l'Intérieur a *révoqué son autorisation* et fait mettre sous scellés l'église-siège de la FPVM, Non sans jésuitisme, la FJKM déclare n'avoir « *jamais porté plainte auprès du ministère, ce dernier a agi d'après les rapports envoyés par les paroisses victimes des actes illégaux perpétrés par la FPVM* » Les démarches juridiques effectuées par la FPVM n'ont abouti à aucun résultat, pas plus que la demande de pardon à la FJKM, et « *l'imploration de la miséricorde de Marc Ravalomanana* ». Celui-ci se montre bien ingrat : beaucoup des « *mpiandry* » [exorcistes] qui ont accompagné sa prise de pouvoir, étaient issus de la FPVM ! (D'après n° 5-6 de la *Lettre du Consortium de solidarité avec Madagascar* du 19/01/06)

Intolérance religieuse : le pasteur Mailhol se démarque. Dirigeant de *l'association Apokalipsy*, le pasteur a donné son point de vue sur le sujet épineux de la tolérance religieuse à Madagascar. Il souhaite que le chef de l'Etat *décide la réouverture des églises mises sous scellés (allusion à l'église protestant dissidente FPVM, en rupture avec la FJKM)*. Le ralliement du pasteur Mailhol à la cause de l'église FPVM a surpris car jusqu'ici il avait dénoncé les églises, y compris la FPVM, qui, en contradiction avec le précepte sabbatique, ont institué le dimanche comme du seigneur. A l'issue de ses campagnes d'évangélisation ou «*apocalypsisation*», le pasteur Mailhol revendique 500.000 fidèles. Le leader de l'Apokalipsy ne tentera-t-il pas de faire une «*apocalypsisation*» du pays lorsqu'il se trouverait à la barre en...2013, comme il prétend en avoir eu la «*révélation*» ? En tout cas, entre la «*République Chrétienne*» comme on le souhaite en haut lieu et «*l'apocalypsisation*», il n'y aurait qu'un seul dénominateur commun : l'intolérance religieuse. (D'après Tribune du 09/01/06)

Pasteur Mailhol : démenti catégorique de rencontres avec les exilés. Le pasteur Mailhol revient de France. L'homme se montre catégorique : il n'a pas eu de rencontre politique en France, ni avec les autorités françaises ni avec les personnalités malgaches. Le chef de la secte Apokalipsy dément ainsi les rumeurs, selon lesquelles il se serait rendu en France pour des entrevues avec les exilés. On avance notamment des rencontres avec Didier Ratsiraka ou Pierrot Rajaonarivelo, lors desquelles le pasteur aurait reçu des enveloppes pour financer ses activités... *Ces exilés, indique-t-on, voudraient donner à Apokalipsy la même mission qu'à la défunte FPVM : attirer les fidèles des Eglises traditionnelles et affaiblir ainsi le FFKM, principal appui de l'actuel régime.* (D'après La Gazette du 12/01/06)

Menace de fermeture de l'église MRE : après l'église universelle du royaume de Dieu (EURD) et le FPVM, des bruits courent que d'autres associations culturelles dites «*sectes*» seront bientôt muselées. *On leur reproche d'être à l'origine du déclin des églises institutionnelles* (catholiques, protestantes, anglicanes et luthériennes). Il semble que ces nouvelles religions dissuadent les croyants, notamment les jeunes, de ces grandes confessions. (D'après La Gazette du 09/01/06)

1.3 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

Qu'on se le dise, les salaires des fonctionnaires malgaches ne sont pas motivants, raison pour laquelle, ils sont à la merci de la corruption. C'est dans cet esprit que le salaire des agents du BIANCO n'est pas aligné sur celui des simples fonctionnaires. A vrai dire, le salaire des fonctionnaires malgaches quelque soit leur grade, n'arrive plus à satisfaire les besoins de leur famille. Il n'est pas étonnant si la Grande île, comme tous les pays en développement, est victime d'une *fuite de cerveaux*. Et les expatriés venus à Madagascar perçoivent des honoraires dix fois supérieurs à ceux des nationaux. Des inégalités choquantes ! (D'après Tribune du 10/01/06)

« Le mauvais exemple vient de Tiko, la société du président de la République. Si on admet que TIKO est le fleuron de l'industrie malgache, on ne comprend pas pourquoi cette société bénéficie autant des largesses du pouvoir au point de ne pas payer la totalité de ses impôts ». Les explications, le député Mara Niarisy les a tenues lors d'une conférence de presse marquant sa rentrée politique. Il affirme que «*si nous nous trouvons dans cette situation, c'est à cause des agissements des tenants du pouvoir qui n'en ont rien à faire de l'Etat de droit et encore moins de la bonne gouvernance, quand il y va de leur intérêt*». (D'après La Gazette du 13/01/05)

Groupe Tiko : des impôts impayés ? A la question des journalistes sur la gestion des affaires de l'Etat, *Roland Ratsiraka s'interroge sur la date à laquelle le Groupe Tiko a payé la dernière fois ses impôts.* Le maire de Toamasina a fustigé l'ensemble du groupe Tiko. M. Ratsiraka a condamné très fermement l'intimidation dont les opérateurs économiques sont les principales cibles. *Des dirigeants d'entreprise ont pris la fuite pour éviter les gèles malgaches.* Une manière de dire, contrairement aux banquiers, que *les investisseurs ne sont pas en sécurité à Madagascar.* (D'après Tribune du 21/01/06)

La Présidence va mettre en place le « National Leadership Institut », une sorte de centre de formation de haut niveau où une vingtaine d'experts notamment issus de l'Université de Harvard et aussi venus de plusieurs pays étrangers dispenseront *des cours sur le leadership au profit des fonctionnaires et autres acteurs de développement malgaches.* Cet Institut aura son siège au palais d'Etat, le bâtiment qui l'abritera sera construit avec la contribution des bailleurs de fonds. Tout ceci, dans le cadre du *renforcement des capacités de tous les acteurs aussi bien au sein de l'Administration que dans le privé.* (D'après Midi du 18/01/06)

De faux agents du BIANCO : la lutte contre la corruption depuis une année maintenant est devenue un objet de répression. Des agents surviennent de partout et enquêtent à plusieurs niveaux. Et pour d'autres c'est devenu un nouveau « business » de se faire passer pour des agents du BIANCO. (D'après Les Nouvelles du 20/01/06)

Formation - Recyclage des magistrats : la province d'Antananarivo étrenne une série de séminaires sur le thème *“ éthique et déontologie : améliorer la conduite professionnelle des magistrats et la qualité de la justice pénale anti-corruption ”.* *“ L'amélioration de la méthode de travail et de la conduite des hommes de loi au niveau de la justice, surtout dans le traitement des infractions économiques et financières, ou encore la lutte contre la corruption est le premier objectif visé dans l'organisation de cette série de séminaires ”,* souligne Bakolalao Ramanandraibe, directrice de l'ENMG et présidente du CSLCC. *“ Elle entre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat (PGE) et de la promotion de la bonne gouvernance, premier axe stratégique du Document stratégique pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ”,* annonce Lala Ratsiharovalana, Garde des Sceaux, ministre de la Justice. L'objectif à atteindre est double : améliorer l'image de la justice auprès des justiciables et des citoyens en général, et *garantir à tous un environnement juridique sécurisant.* 600 magistrats issus des six provinces et rattachés au ministère de la Justice, à la Haute cour constitutionnelle (HCC), au Sénat, à la Présidence de la République, au Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) seront concernés. *Le financement est assuré par la Commission européenne* à travers la mission d'appui de l'Etat de droit. (D'après L'Express et Les Nouvelles du 24/01/06)

Toamasina : « 6 conteneurs d'armes bloqués au Port », selon le sénateur Ramasy Adolphe. Le pouvoir affirme ne rien savoir de ces containers. Ramasy Adolphe fait remarquer que *« pour moins que ça, le BIANCO bouge ».* Ces containers qui seraient au nom d'un particulier, à moins que ce dernier ne serve juste d'écran. Cette histoire n'est pas sans rappeler celle des armes de guerre qu'un autre sénateur AREMA, Jean Félicien, soutient avoir vu de ses propres yeux, lors de leur débarquement et acheminement vers l'endroit où elles auraient été entreposées. *“ Effectivement des rumeurs ont circulé la semaine dernière. Une enquête même a été ouverte mais je n'ai pas eu connaissance des aboutissements de celle-ci ”,* a commenté un responsable des douanes. Un autre employé a fait savoir que *“ des gens ont tenté de faire entrer de manière illégale des conteneurs. Mais il n'existe pas d'infraction principale dans l'opération ”,* a-t-il fait savoir. Mais le sénateur Ramasy persiste et signe. *“ Nous sommes maintenant face à un cas où des armes sont stockées dans une société appartenant aux tenants du régime. Seulement,*

les autorités vont continuer à nier les faits avérés", a-t-il insisté (D'après Midi et l'Express du 28/01/06)

En provenance de l'Inde, ces marchandises sont arrivées par vagues successives et les enquêtes à leur sujet ont été conduites par une mission de la Police économique d'Antananarivo. Le 14 janvier, *le BIANCO a diligenté lui aussi ses investigations*. Les enquêtes se poursuivent, laisse-on entendre ; il faut attendre un ordre du tribunal pour pouvoir ouvrir et vérifier la conformité des documents avec les contenus de ces conteneurs. Le passage au scanner n'aurait donc pas dissipé les doutes sur le caractère dangereux ou prohibé des marchandises. Des intervenants sur les émissions libres des radios de la capitale ne se sont pas empêchés de *réclamer l'installation d'un bureau de BIANCO au port de Toamasina*. (D'après Tribune du 31/01/06)

CSLCC. Le Conseil va œuvrer cette année au développement du Système National d'Intégrité (SNI) qui est à sa phase de démarrage. Cette année, la lutte contre la corruption va plutôt se *focaliser sur les actions du CSLCC*, si l'année dernière, ce sont celles du BIANCO qui ont été mises en avant. Le Conseil supérieur dont une des principales missions est de participer au développement du Système National d'Intégrité (SNI). Un système dans le prolongement de la lutte contre la corruption mais qui en est encore dans sa phase de démarrage. Le SNI s'est inspiré de l'approche développée par Transparency Internationale. Elle consiste à *assimiler le système de lutte visant à protéger le pays de la corruption à l'instar du système immunitaire qui protège les organismes des infections*. Aussi, ce système est-il censé *protéger la société contre le virus de la corruption*. Et ce, afin de préserver les valeurs fondamentales du développement durable que sont la primauté du droit et la qualité de vie. Ce système d'intégrité devra se construire par la réalisation *d'un équilibre optimal et d'une synergie entre les organes de l'Etat et les organes non étatiques*. Les premiers étant constitués par l'exécutif, le législatif, le judiciaire, les services publics, l'administration publique, les organes de contrôle et la *médiature*. Les seconds englobant la société civile, les autorités morales, dont les organisations confessionnelles et les autorités traditionnelles, les partis politiques, le secteur privé et les médias. *Il implique également, et en parallèle, les acteurs internationaux*, qui remplissent une fonction de partenariat financier et technique dans le cadre de la coopération internationale, ainsi que les agences indépendantes anti-corruption, tel que le BIANCO. (D'après Midi du 31/01/06)

Le CSLCC va publier son rapport sur la corruption dans les 22 régions : seront exposés les différentes formes de corruption, les secteurs les plus touchés, les acteurs principaux, et les populations les plus vulnérables... Sur la base de ce rapport seront axés les éléments de suivi et d'évaluation de l'état de la lutte, pour rédiger un nouveau plan national revu et corrigé. Rappelons que les *5 axes stratégiques* de la lutte contre la corruption ont été fixés dès 2004. *C'est le concept Précis*, à savoir: réduire les risques de corruption (*Prévention*), promouvoir le refus de la corruption (*Education*), atténuer la vulnérabilité des acteurs (*Conditions*), réhabiliter et valoriser les acteurs et organisation probes (par un label probité, c'est *l'Incitation*), et démanteler les remparts de la corruption (à travers la chaîne pénale anticorruption, qui donnera la *Sanction*) Pour cette année 2006, le CSLCC, qui recevait jusque-là les plaintes des particuliers pour des faits de corruption, se pose comme défis la mise en place d'un organe de suivi-évaluation, une réunion nationale sur la lutte contre la corruption, et le renforcement de capacité de ses employés par leur inscription à des ateliers internationaux. Mais le peuple attend surtout que l'on démantèle enfin les réseaux de corruption, et *que l'on prenne les gros poissons de la mare*. (D'après Les Nouvelles du 31/01/06)

Lutte contre la corruption au Ministère de l'Energie et des Mines : le staff prend un engagement solennel. Le ministère fait partie des 17 secteurs concernés par la stratégie de

lutte contre la corruption. 57 membres de son staff se sont engagés solennellement à lutter contre ce fléau. *Le staff s'est associé au BIANCO et au CSLCC au moyen d'un comité de liaison.* Le ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ainsi que le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et du Développement du secteur privé suivront prochainement les pas du ministère de l'Energie et des Mines. (D'après *Tribune* du 31/01/06)

La chasse aux fonctionnaires fantômes continue : le ministère de la fonction publique et des lois sociales a du pain sur la planche. Il vient d'adopter récemment une nouvelle tactique pour neutraliser les fonctionnaires fantômes. Ils ont été dénombrés à 3477 l'année dernière. La nouvelle stratégie a un *double objectif : la chasse proprement dite et l'amélioration du rendement du fonctionnaire.* Le programme est ambitieux : tous les ministères sont concernés. Il rentre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat 2006. Ce programme rappelle indubitablement la fameuse phrase : « *Travaillez dur, travaillez bien* » chère au Président. (D'après *Les Nouvelles* du 31/01/06)

2 DIPLOMATIE, RELATIONS FRANCO-MALGACHES

Forum des leaders africains : Ratsirahonana parmi les fondateurs. Snobé par les services de la Présidence, Norbert Ratsirahonana ne l'est pas par ses homologues africains qui l'ont invité à la réunion des anciens chefs d'Etat et/ou de gouvernement. Tenue à Maputo, cette réunion était consacrée à la *création du forum des leaders africains.* Ces anciens dirigeants disent avoir été « *encouragés par les pratiques démocratiques naissantes et la culture de la paix en Afrique, et la détermination chez certains chefs d'Etat africains à ne plus utiliser la force à la fin de leur mandat pour essayer de se maintenir à leur poste* ». La déclaration explique également la motivation des anciens leaders « *pour continuer, dans nos capacités privées, de partager nos expériences, connaissances et engagements individuels et collectifs à la promotion de la justice, de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement en Afrique.* » Le club pense ainsi « *apporter une contribution substantielle aux efforts visant à favoriser et mettre en application les objectifs de l'Union africaine et du NEPAD* ». « *Nous sommes-nous à la disposition de l'Union Africaine pour faire ce qu'il pense être utile en cas de coup d'Etat* ». 16 anciens chefs d'Etat et de gouvernement dont Nelson Mandela qui a été élu patron du forum, Karl Offman et Cassam Uteem de l'île Maurice, le Ghanéen Jerry Rawlings ont participé à cette réunion constitutive. D'autres leaders comme l'Algérien Ben Bella, l'ancien SG des Nations Unies Boutros Boutros Ghali se sont fait excusés. Parmi les excuses transmises par l'hôte de la réunion ne figurent pas les noms de *Didier Ratsiraka et d'Albert Zafy.* N'ont-ils pas été invités ? La première session du forum prévue en milieu de cette année permettra de savoir si nos deux « *ex* » intégreront le club ou non. (D'après *La Gazette* du 13/01/05)

Parrainé par Nelson Mandela, le groupement est loin de la caricature du "club" des anciens présidents qui s'accrochent au pouvoir quel qu'en soit le prix. Les fondateurs font partie de ceux qui ont *accepté de quitter le pouvoir à l'expiration de leur mandat.* Parmi ces derniers, on peut citer, entre autres, Joaquim Chissano du Mozambique, président, Nicéphore Soglo du Ghana, vice-président, Karl Offman et Cassam Uteem de l'île Maurice. D'autres personnalités, à l'instar de Boutros Boutros Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU ou Alpha Omar Konaré, ancien chef d'Etat du Mali, ont exprimé leur volonté de faire partie des membres de l'Africa Forum.

"Le Forum n'est pourtant pas là pour cautionner moralement les chefs d'Etat élus", précise Norbert Lala Ratsirahonana. Ses membres seront plutôt appelés à "conseiller" et à "apporter leur contribution aux efforts visant à favoriser et à mettre en application les objectifs de l'Union africaine et de la Nepad", explique Joaquim Chissano. Ils seront notamment appelés à "mettre leurs expériences au service de la justice, de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement en

Afrique". La présence d'un de ses anciens dirigeants au sein de l'Africa Forum ne peut qu'améliorer l'image internationale de Madagascar. Mais le pays ne sera pas le seul à en bénéficier. Le statut de Norbert Lala Ratsirahonana *profitera aussi à son parti et à la carrière de celui qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas encore renoncé à une destinée politique nationale plus importante.* (D'après L'Express du 19/01/06)

Fête nationale de l'Inde : Ravalomanana décline l'offre. Le chef d'Etat malgache ne sera pas dans la capitale de l'Inde. Il a décliné l'offre il y a plusieurs semaines pour on ne sait quelle raison. Invité à se rendre en Inde au mois d'octobre, Marc Ravalomanana avait déjà trouvé une excuse pour éviter le voyage. On dit que le chef de l'Etat n'apprécie pas une condition figurant dans le cadre de la commission mixte indo-malgache et qui est la suivante : *les opérateurs « karana » (Indo-pakistanaï) doivent être associés impérativement aux projets financés par l'Inde dans l'île.* Ensuite, on chuchote que Marc Ravalomanana s'en tient encore aux *accusations* qu'il avait lancées publiquement en 2004 *en direction des Indo-pakistanaï* : certains d'entre eux auraient reçu des enveloppes adressées par les exilés malgaches de Paris, et redistribuent la manne aux opposants qui mènent des opérations contre le régime. (D'après La Gazette du 25/01/06)

Madagascar reconnaît Mayotte : une conditionnalité de la France ? Madagascar a approuvé l'entrée de Mayotte au sein de la CJSOI (Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien). Cette dernière regroupe les îles de l'Océan Indien (Madagascar, Comores, Seychelles, La Réunion) et s'occupe de la relève en matière de sport. *Cet acte met un terme à une longue condamnation de Mayotte par Madagascar.* Il y a une dizaine d'années, dans les compétitions entre les îles, quand des jeunes de Mayotte étaient intégrés (en catimini) dans l'équipe de l'île de la Réunion, Madagascar se retirait avec fracas du tournoi. Madagascar en effet ne reconnaissait pas l'appartenance de Mayotte à la France, et ceci, conformément aux résolutions de l'Union Africaine et des Nations Unies (toujours en vigueur) qui condamnent le statut de Mayotte « *collectivité territoriale française* ». *La France s'attache de diverses manières à normaliser la situation de Mayotte et à assurer son intégration dans la zone de l'Océan Indien.* Selon les observateurs, *la France conditionne son aide (à Madagascar et aux autres îles) à la reconnaissance de Mayotte.* Pour l'Hexagone, la normalisation politique commence par la reconnaissance sportive. A terme, Mayotte participera aux Jeux des Iles de l'Océan Indien. Ses équipes participeront aussi plus tard aux Coupes d'Afrique. (D'après La Gazette du 14/01/06)

La France reste le premier partenaire économique de Madagascar. Durant l'exercice 2005, 190 entreprises françaises se sont implantées dans le pays, soit 40 % du nombre total de créations. Un chiffre qui reste élevé mais qui est cependant inférieur à la performance de 2004, avec 200 entreprises. Mais cette position s'expose à *la menace qui vient de Chine.* Les opérateurs chinois commencent à s'intéresser aux potentiels de la Grande île et renforce ses attaches avec plus de 21% des entreprises créées en 2005. *L'Inde et Maurice sont également de grands investisseurs.* Malgré la politique d'ouverture de Madagascar qui multiplie des relations bilatérales, la France demeure notre premier partenaire et notre premier bailleur de fonds (D'après L'Express du 09/01/06)

Le président du Sénat français attendu en mai : ce voyage aurait un double objectif. Christian Poncelet devrait participer aux "*Assises sur la coopération décentralisée*" entre les 22 régions de France et celles mises en place en 2004 à Antananarivo. La visite du président du Sénat français irait également de pair avec la finalisation d'une "*Convention de coopération et de création de groupe d'amitié*". La venue de Christian Poncelet se situe dans le sillage de celle de Jacques Chirac. Au mois de juillet 2005, ce dernier s'est rendu à

Madagascar pour une visite officielle de deux jours. Le président français était venu pour jeter un coup d'œil sur une "histoire commune", vieille de 110 ans, et sceller une relation "déjà excellente". (D'après L'Express du 28/01/06)

3 COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Coopération PNUD – Madagascar : le programme 2005 - 2009 établi. Il se focalise sur trois domaines, à savoir la *promotion de la gouvernance démocratique*, les actions spécifiques de réduction de la pauvreté et la lutte contre le Vih/Sida. A travers ses interventions, le PNUD vise au *renforcement des capacités des acteurs nationaux*, afin d'assurer l'appropriation et la pérennisation nationale des acquis. Primo, à Madagascar comme ailleurs, *la bonne gouvernance politique, économique et administrative est un gage du développement humain et de l'atteinte des OMD* (Objectifs du Millénaire pour le Développement). A cet égard, le PNUD appuie le renforcement des capacités au niveau du parlement, des organisations de la société civile, des activités relatives à la promotion des droits humains, à la lutte contre la corruption, à l'amélioration des services publics ainsi qu'à l'instauration de l'état de droit. Il apporte également son soutien au processus de décentralisation mené par le gouvernement. (D'après La Gazette du 03/01/06)

USA - Madagascar : 10.000 tonnes d'aides alimentaires débarquées à Toamasina. Selon la convention signée en juillet 2005, ces produits alimentaires seront vendus pour obtenir des fonds de contrevalet afin de concrétiser des projets de développement communautaire. Les projets consistent à financer, entre autres, le programme «*school milk*» lancé dernièrement. Ce don a fait l'objet d'un appel d'offres, la société KOBAMA et le groupe TIKO ont répondu l'appel pour l'achat de ces produits alimentaires. (D'après Tribune du 25/01/06)

L'Union Européenne alloue 33 milliards Ar à 14 ONG : les fonds alloués proviennent directement du budget de l'UE et viennent donc s'ajouter aux grands programmes de coopération avec Madagascar que finance le FED. 14 ONG nationales comme internationales qui mettent en œuvre des projets visant l'appui au monde rural, l'amélioration de la productivité agricole, la nutrition, *la promotion des droits de l'homme*, l'environnement, la santé et la coopération décentralisée ont pu bénéficier de cette manne. Tous les projets démarreront en ce début d'année et s'étalent sur 3 ans. *La promotion sociale et économique de l'individu est leur objectif commun.* A travers cet appui, il est clair pour l'UE que *la société civile*, dont les ONG font partie, est une force qui peut parfaitement apporter sa pierre à l'édifice dans la concrétisation de la politique de développement dans un pays comme le nôtre. (D'après Les Nouvelles du 26/01/06)

19 officiers malgaches au Darfour : « *c'est la première fois que Madagascar participe directement à des opérations internationales de ce genre.* Il y a actuellement 19 officiers malgaches sur le terrain, dont 10 gendarmes dans la première vague datant de juin 2005, et 9 militaires dans la deuxième vague datant de septembre 2005. Ces militaires ont un contrat renouvelable de un an chacun », a expliqué le Ministre de la Défense. (D'après Midi du 27/01/06)

Madagascar s'insère dans l'échiquier économique mauricien : faire de Madagascar une principale *source d'approvisionnement de produits alimentaires pour Maurice*, tel est le souhait exprimé par les membres de la délégation mauricienne en visite à Madagascar. Cet objectif coïncide parfaitement avec la stratégie du gouvernement de cibler le développement rural. *Pour la partie malgache, le pays a besoin des investissements étrangers* pour donner un coup de fouet à sa croissance économique et améliorer le niveau de vie de sa population. *"Maurice dispose de la technologie et du savoir faire, nous avons de l'espace et les mains"*

d'œuvre. Les opportunités sont là, il faut les saisir", déclare le ministre de l'Agriculture. (D'après L'Express du 25/01/06)

TIC/Backbone international : le raccordement est pour fin 2007. *Madagascar ainsi que 14 pays de l'Afrique de l'Est seront raccordés au câble en fibre optique sous-marin* d'ici fin 2007 selon l'agence onusienne Irin. Ce câble permettra au pays de bénéficier d'un service de très bonne qualité dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Il offre un débit rapide, de qualité et de moindre coût pour le transfert de textes, de sons, d'images et de données. Bref, la fibre optique est plus avantageuse que toute autre technologie y compris le satellite. Une fois raccordé au backbone national, ce câble qui va relier Toliary à Durban, permettra de connecter les axes Tana-Toliary, Tana-Toamasina et Tana Mahajanga longs de 2.000 km et regroupant 75 à 80% du trafic. *Les détracteurs du raccordement avec EASSy avancent toutefois que les installations qui relieront des pays pauvres de l'Afrique de l'Est ne seront pas rentables* à cause de la faiblesse du trafic. Ils soulignent d'ailleurs que Madagascar réalise le gros de son trafic vers l'extérieur sur l'Europe et surtout sur la France. (D'après La Gazette du 28/01/06)

4 DROITS HUMAINS

On attend cette année la publication du plan d'action national pour la promotion des droits des personnes handicapées. Le comité de la décennie en leur faveur dont le mandat prendra fin en 2013, est déjà à pied d'œuvre. (D'après L'Express du 04/01/05)

Trafic d'ossements humains : «des dessous politiques» selon les autorités locales de la région Sofia. Ce trafic semble revenir au devant de la scène. Selon les autorités locales, il est l'acte de réseau d'agitateurs qui veulent déstabiliser les dirigeants. *"Comment se fait-il qu'on retrouve des sacs remplis d'ossements humains un peu partout sans que l'on sache qui en sont les pourvoyeurs et les acheteurs?"*, se demandent les autorités locales. Face à cette situation, la population en arrive à ne plus enterrer ses morts de peur d'être victime du sacrilège. (D'après Tribune du 24/01/06)

Code du travail. Une application relative à Madagascar : Le droit du travail est encore d'une application relative à Madagascar. Il est en plus considéré comme *le moins appliqué de tous les droits existants*. La raison en est la méconnaissance des textes et le refus d'en tenir compte. Et pourtant, le droit du travail tient un rôle régulateur dans la vie du travail, tout en préservant et garantissant le respect des droits de l'Homme. (D'après Midi du 24/01/06)

Écoutes téléphoniques : l'opposition et les journalistes ciblés. La pratique des écoutes téléphoniques est devenue monnaie courante. Le cas du député Voninahitsy Jean Eugène et celui du président de l'OFPACPA Victor Wong sont des preuves irréfutables. A ce rythme, les libertés individuelles sont menacées. Devant de telles pratiques, les associations et ONGs œuvrant pour la défense des Droits de l'Homme à Madagascar n'ont rien dit. Un silence, complice ! (D'après Tribune du 26/01/06)

L'UNMDH, en pointe pour la défense des droits de l'homme : l'Union Nationale Malgache du Droit de l'Homme (UNMDH) peut à présent travailler et défendre sa cause au nom de tous les malgaches. Elle vient de procéder à l'élection des membres de son conseil d'administration. L'UNMDH partage ses activités en 5 secteurs : *la défense du droit de la femme, de l'enfant, des jeunes, et des personnes âgées, la défense du droit des détenus et des handicapés, la défense du droit des syndicats de travailleurs*, la gestion financière et enfin les

relations publiques. L'union regroupe plus d'une soixantaine d'associations. (D'après *Les Nouvelles* du 31/01/06)

4.1 Condition et politique carcérale

Une structure pour résoudre la surpopulation carcérale : un règlement pacifique comme solution. Le projet de mise en place d'une unité de gestion des conflits est actuellement en gestation à Madagascar. C'est ce qu'annonce Seth Rabemanantsoa, de l'Aumônerie Catholique des Prisons (ACP). *“Transposé du modèle camerounais, ce système consiste à trouver un règlement pacifique suivant le degré des infractions. Ceci, en vue de réduire la surpopulation dans la plupart des établissements pénitenciers”*, explique-t-il. Il s'agit de *favoriser les règlements à l'amiable entre les parties en conflit et d'éviter ainsi de se traîner en justice autant que faire se peut*. La mise en place de ce système voit le concours du ministère de la Justice et de la réforme administrative et du Catholic Relief Services (CRS). Il s'inscrit dans le cadre de la promotion des droits humains, notamment ceux des détenus. (D'après *L'Express* du 03/01/06)

Dégraissage à Antanimora - libération conditionnelle de prisonniers : faute d'espace et de moyens financiers, certains prisonniers d'Antanimora ayant effectué la moitié de leur peine bénéficieront d'une liberté conditionnelle, sans considération de la nature de leur accusation, a annoncé le directeur de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée. Cette mesure entre dans le cadre du *projet du ministère de la Justice d'améliorer les conditions carcérales du pays en 2006*. Il affirme que le ministère s'attellera à *l'activation du traitement des dossiers* des détenus. (D'après *L'Express* du 09/01/06)

La prison d'Ambatondrazaka à court de financement : la situation est critique. *Les prisonniers sont au bord de la famine* depuis quelques semaines. Le crédit alloué au traitement des détenus est épuisé et le jardin pénal n'arrive plus à couvrir les besoins alimentaires de l'établissement. Les responsables de l'administration pénitentiaire locale sont actuellement contraints de recourir aux aides des opérateurs économiques et des ONG. On a également appris qu'une quête est organisée afin de collecter un fonds pour nourrir les internés. Cette disette, n'est pas étonnante: destinée à accueillir 400 personnes, la prison abrite maintenant plus de 900 détenus. (D'après *L'Express* du 19/01/06)

Enfin, on parle vraiment des prisons : l'association Médicap, qui intervient (soins médicaux, réhabilitation de bâtiments, artisanat) dans 8 prisons du Sud-est, signale que *12 % des détenus ont un indice pondéral inférieur à 18,5, c'est-à-dire qu'ils risquent de mourir d'inanition à échéance rapprochée*. En décembre, le directeur de la Maison centrale de Mahajanga ne disposait plus de rien pour ses 487 détenus après qu'ils aient consommé en plus de 100 jours les 10 tonnes de manioc dont il disposait (200 grammes par jour et par personne). *La survie de nombreux détenus est donc déterminée par les possibilités d'apports alimentaires par des organisations privées*. Ce sont les différentes Caritas diocésaines qui sont les plus actives pour ce faire. *Plusieurs autres associations essayent de subvenir aux besoins élémentaires des prisonniers* à Antananarivo et dans les autres provinces. Par exemple, Manarina à Taolagnaro-Fort-Dauphin, Association des amis des détenus de Tuléar à Toliara, Médecins du Monde à Antsiranana. Et la fondation helvétique Dignité en Détention dans plusieurs régions pour *la réhabilitation de bâtiments*. Dans les deux prisons de la capitale, l'Aumônerie Catholique des Prisons – ACP –, avec financement américain (CRS), développe un projet important *d'assistance judiciaire et de sensibilisation de la population*. *Les pouvoirs publics ont engagé plusieurs actions*. Avec la Commission Européenne et la Banque Mondiale, un audit extensif a été effectué et a servi de base à un projet substantiel de l'assistance européenne (formation du personnel, bâtiments...). Un

groupe de travail réunissant le Ministère de la justice, des bailleurs de fonds et diverses organisations privées s'est réuni à multiples reprises et propose une *révision du décret de 1959 régissant la vie pénitentiaire et bien peu appliqué*. Ainsi, la commission de contrôle prévue pour chaque établissement pénitentiaire n'existe pratiquement jamais. (D'après n° 5-6 de la Lettre du Consortium de solidarité avec Madagascar du 19/01/06)

L'appui de l'UE à la rénovation de la politique carcérale : l'ambassadeur et chef de la délégation de commission européenne, Jean-Claude Boidin, a présenté les points forts du *programme d'appui à l'Etat de droit* où la commission vise à appuyer les efforts du gouvernement, notamment, dans les *domaines de la Justice* : « *si nous avons souhaité intervenir dans ce domaine, c'est qu'il nous semble fondamental que Madagascar soit doté d'une politique carcérale moderne, garante de l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme. La remise en route de l'ENAP (Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire) est à cet égard un signe fort de la volonté de l'Etat d'assurer les meilleurs standards de formation pour l'administration pénitentiaire* ». Jean-Claude Boidin a fait remarquer que « *l'administration pénitentiaire fait un peu figure de parent pauvre et la cause des prisons a souvent du mal à se faire entendre* ». (D'après La Gazette du 20/01/06)

4.2 Enfance, adoptions, tourisme sexuel, mariages précoces

154 enfants disparus en 2005 à Antananarivo : Ce chiffre est 3 fois plus élevé que celui de l'année dernière, où 57 disparitions d'enfants ont été signalées dans la ville d'Antananarivo. Néanmoins, 70% de ces enfants ont été retrouvés. Souvent, il s'agit de fugue, *qui se transforme souvent en détournement de mineurs* dès que les enfants concernés sont hébergés ou lorsqu'ils trouvent refuge en dehors du cercle familial. 102 plaintes relatives au détournement de mineurs ont été déposées à la police des mœurs et des mineurs sur l'année 2005. (D'après Xinhuanet du 03/01/06)

Adoptions : que de magouilles ! La chronique de ces derniers mois a été agitée par mille affaires qui ont révolté le public. On se souvient du démantèlement de réseaux de trafics d'enfants qui a abouti à l'arrestation d'une quarantaine de prévenus. On rappellera que les centres d'hébergement d'enfants et les orphelinats sont en première ligne dans cette triste actualité. Les couples qui aspirent à l'adoption affluent à Madagascar, et sont disposés à déboursier gros pour s'adjuger un enfant. *Cet univers, dominé non par l'affection mais par l'argent, est donc propice à tous les excès*. En septembre 2005, la procédure a été réformée pour prévenir les abus, l'adoption devant désormais avoir l'aval d'une « *autorité centrale* » pour être validée. La mesure a-t-elle moralisé les pratiques ? Cela n'est pas certain, surtout quand *des adoptants étrangers sont toujours prêts à tout pour parvenir à leurs fins. La misère rampante et l'appât du gain influencent la conduite des protagonistes* de la procédure d'adoption, des directeurs de centre d'hébergement aux juges des enfants, en passant par les agents de la Police des Mineurs et les fonctionnaires de l'« *autorité centrale* ». (D'après La Gazette du 12/01/05)

Mariage gay et adoption par des parents homosexuels : les malgaches ne seront jamais perméables à une telle idée. Le débat sur le mariage gay est encore un sujet surréaliste même si le Royaume-Uni est maintenant le cinquième Etat au monde à autoriser les unions homosexuelles, après les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne et le Canada. Et l'argument de l'homoparentalité voit derrière la légalisation du mariage se dessiner un autre débat, celui de *l'adoption d'enfants par des parents homosexuels. Les Malgaches ne seront pas avant très longtemps, voire jamais, perméable à une telle idée*. Une idée qui est souvent perçue comme appartenant aux « *vazaha* » [étrangers] et qui est considérée comme une *véritable attaque*

contre la culture et à la tradition. Et puis, « ce n'est pas chrétien, donc ce n'est pas malgache ». (D'après Les Nouvelles du 18/01/06)

Tourisme : Madagascar, pour une destination saine. La Grande île veut redorer son blason touristique et s'attaque au *tourisme sexuel*. Des hôteliers de la province de Mahajanga, ont décidé de lancer un programme de lutte et se regroupent dans une association pour lutter efficacement contre le problème du tourisme sexuel et a mis sur pied une politique de sensibilisation. L'association travaille avec des organismes internationaux tels que l'Onusida, le Bit-Ipec et l'Unicef. Certains évoquent des voyages sexuels organisés depuis l'Europe vers Madagascar, des enquêtes sont en cours.

Mariage précoce : près de 4 femmes sur 10 mariées avant leurs 18 ans. Entre 1986 et 2004, Madagascar enregistre un taux de mariage précoce de 39% dont 29% en milieu urbain et 42% en milieu rural, selon le rapport sur la situation des enfants dans le monde en 2006, de l'UNICEF. Si à Madagascar, les mariages précoces sont considérés comme étant plutôt « *consentis* », contrairement aux mariages forcés qui ont cours en Afrique, pour de nombreuses raisons (tradition, pauvreté, etc...), *le consentement est parfois relatif*. Dans certaines régions de Madagascar, les filles ne sont plus « *sous la responsabilité de leurs parents* » dès l'âge de 13 ou 14 ans. Elles doivent survivre seules, ne vivent plus sous le toit familial. *Les risques de mortalité maternelle et néonatale se trouvent ici fortement élevés*. Les filles de moins de 15 ans ont 5 fois plus de risque de mourir en couches que les femmes de 20 à 29 ans. De même, les enfants de ces filles trop jeunes, mariées ou non, courent des risques. En effet, pour les bébés dont les mères ont moins de 18 ans, les risques de mourir avant l'âge de 1 an sont de 60% plus élevés que pour les bébés de mère âgée de plus de 19 ans à leur naissance. (D'après Midi du 25/01/06)

4.3 Peine de mort

Peine de mort à Madagascar : prononcée, mais non exécutée. *La Justice a prononcé la peine capitale à l'encontre d'une soixantaine d'assassins depuis l'Indépendance*, mais le gouvernement *s'est abstenu jusqu'ici d'exécuter cette peine*. Le code de procédure pénale souligne *que la peine capitale ne doit être mise à exécution qu'après un refus de grâce*. Le décret du 5 mars 1927 modifié par décret du 2 août 1939 parle du *caractère obligatoire de la transmission du recours en grâce* en faveur du condamné au chef d'Etat en matière pénale. Toujours ce même article met en relief le sursis d'exécution de la peine capitale même s'il n'a eu un recours en grâce. Durant la seconde république, le gouvernement a prôné une politique d'humanisation de la détention. Il a mis en place une *peine alternative à la peine capitale* consistant en la réclusion à perpétuité. Six établissements ont été réservés à cet effet. (D'après La Gazette du 09/01/06)

4.4 Poursuites judiciaires contre des parlementaires, immunité

Le sénateur Rakoto Julien devant la barre : la série noire continue pour les parlementaires. Le sénateur est *accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat*, ce membre de la Chambre haute a été déjà condamné par défaut à 2 ans d'emprisonnement ferme avec un mandat d'arrêt à l'audience, mais son avocat a fait opposition à ce verdict. Cette affaire sera rejugée le 17 janvier. L'élue de l'ancien parti majoritaire AREMA *est accusé d'avoir empêché l'atterrissage de l'avion transportant le Premier ministre Jacques Sylla* dans le district

d'Andapa lors de la crise 2002. Comme ses homologues (Voninahitsy Eugène et Zakahely Boniface), le parlementaire est traduit devant la justice *sans qu'il y ait eu demande de levée de son immunité parlementaire*. L'avocat de la défense va certainement soulever ce vice de procédure. *Cette pratique judiciaire pourrait menacer la pratique démocratique à Madagascar*. Une manière de dire que l'appareil judiciaire risque d'être un outil de répression entre les mains des tenants du régime afin d'éliminer les adversaires politiques. (D'après Tribune du 13/01/05)

Affaire sénateur Rakoto Julien : une louche manœuvre ! L'affaire a connu hier un nouveau rebondissement au tribunal, mais ce sénateur AREMA n'a pas comparu car il n'a même pas été convoqué. Le procès aurait été reporté de quelques jours. Le bureau du Sénat n'est au courant de rien. *Aucune demande de levée d'immunité parlementaire* n'est jusqu'à présent parvenue au Sénat. Le groupe parlementaire AREMA n'est pas contre l'emprisonnement de Rakoto Julien mais il exige que les procédures soient respectées. (D'après Tribune du 18/01/06)

4.5 Armes

Circulation d'armes à feu : le ministre de la défense s'explique. Pourquoi y a-t-il toujours autant d'armes de guerre qui circulent dans tout Madagascar ? C'est la question qui revient le plus souvent quand on parle de sécurité nationale. Le ministre de la Défense nationale s'est expliqué au cours de la présentation des directives de son ministère pour 2006. Il a confirmé ce fait et a expliqué les provenances de ces armes. Ce phénomène a toujours existé à Madagascar, *mais c'est après la crise de 2002 qu'il a pris un caractère préoccupant*, déclare le ministre. Elles proviennent de 3 sources bien différentes : la fabrication locale d'armes illicites, les armes venant de la contrebande, et en dernier lieu la crise de 2002 qui a vu *la distribution sans contrôles d'armes aux civils qu'on considérait comme des miliciens*. Maintenant, leur récupération pose problème. (D'après Les Nouvelles du 14/01/06)

5 QUESTIONS SOCIALES, SYNDICALISME

Grève des pilotes en raison de la différence de rémunération : 100 millions pour les pilotes « vazaha » [étrangers] et 5 fois moins pour les Malagasy. Une différence de traitement flagrante depuis que la société s'est engagée à recruter 30 pilotes étrangers, pour la plupart des ressortissants camerounais. Il y a également des pilotes d'origine gabonaise, algérienne, sénégalaise et française, qui sont tous considérés comme des « *expatriés* ». Ils sont logés dans un hôtel de luxe de la capitale. Même les commandants de bord malgaches sont moins rémunérés que leurs copilotes étrangers. (D'après Midi du 05/01/06)

Vers un renouveau du syndicalisme malgache : le syndicalisme malgache, qui fête son 70e anniversaire, est sorti très affaibli de la crise de 2002. *Il peine aujourd'hui à être reconnu* comme un véritable interlocuteur par les pouvoirs publics. De nombreux signes témoignent cependant d'un *renouveau* qui pourrait lui permettre de prendre toute sa place dans une société en pleine mutation. L'éclatement du paysage syndical, héritage historique du colonialisme, de la guerre froide et de l'histoire politique du pays, contribue très certainement à la *grande faiblesse* du syndicalisme de la Grande Ile et alimente l'image, en partie fondée, de la *compromission d'une large partie du mouvement avec les partis politiques*. La Conférence des travailleurs malgaches (CTM), plate-forme qui rassemble aujourd'hui les organisations les plus représentatives, ne compte pas moins de quatorze centrales. S'y ajoutent les nombreux syndicats autonomes, implantés sur une seule entreprise ou un seul secteur professionnel. Au-delà de ces divisions, les difficultés du syndicalisme malgache sont sans doute *plus structurelles*. La population active de Madagascar reste très

majoritairement employée dans l'agriculture (76,5% de la population active en 1999), bien peu dans l'industrie (4,7%) ou le secteur tertiaire (11,3%). Selon le BIT, *l'emploi dans le secteur informel - où la syndicalisation est particulièrement difficile - constitue près de 57% de l'emploi urbain total*. Les zones franches, avec 115 000 emplois officiellement recensés en 2004, pourvoient près de 39% de l'emploi du secteur secondaire. Mais le personnel de ces entreprises franches, *souvent très jeune et très féminisé, y est faiblement syndiqué, du fait notamment de pratiques patronales dissuasives*. C'est dans ce contexte difficile que les politiques d'ajustement structurel tout d'abord, puis les événements de 2002, ont plongé les centrales dans une crise sans précédent, en *réduisant encore davantage l'emploi formel* et la base sociale des organisations de travailleurs. Malgré la crise, malgré ces faiblesses structurelles, on assiste aujourd'hui à une « *renaissance* » du mouvement syndical. C'est d'abord la réaffirmation ou la montée en puissance d'une ligne *d'autonomie du mouvement syndical vis à vis du politique*. (D'après n° 5-6 de la Lettre du Consortium de solidarité avec Madagascar du 19/01/06)

6 EDUCATION, UNIVERSITE

L'éducation citoyenne, une nécessité pour le développement : « *Il n'y a pas encore de véritable conscience citoyenne à Madagascar* ». Ces propos sont de Bruno Rakotoarison, secrétaire général du Kmf/Cnoe (Comité national pour l'observation des élections), un organisme spécialisé non seulement dans les élections, mais aussi l'éducation des citoyens. Il souligne que pour inculquer « *cette conscience* », il faudrait une « *éducation* » qui n'incombe pas uniquement aux membres de la société civile tels que le Kmf/Cnoe, mais aussi à l'Administration et aux administrés. *Le manque de conscience politique* s'illustre, selon le secrétaire par un comportement assez typique des Malgaches. Il a remarqué que *tous les dix ans* depuis 1972, des *troubles politiques apparaissent, qui sont souvent brusques et violents*. C'est dire que les Malgaches font montre d'une passivité vis-à-vis de la chose politique mais leur réveil est souvent brutal, les années 1992 et 2002 en sont des exemples concrets. (D'après Les Nouvelles du 09/01/06)

L'Université en effervescence - Les nouveaux bacheliers recalés au concours d'entrée à l'université appelés à manifester : *la rentrée universitaire de début février s'annonce difficile*. « *L'université d'Antananarivo n'est pas prête à accueillir les nouveaux arrivants* », dénonce le comité pour la défense des intérêts des étudiants (KMTM). « *Cette situation témoigne de la dégradation totale de l'enseignement supérieur public* », se plaint le responsable de la communication du KMTM : « *Il est inadmissible de constater que 12 000 jeunes sont interdits d'intégrer l'université alors qu'ils ont obtenu le diplôme du baccalauréat* ». Sur les 18 000 nouveaux bacheliers, seuls 6 000 ont été admis. Cette situation ne devrait pas se produire si l'université n'avait pas un problème de sous-effectif d'enseignant, d'une part et d'une insuffisance d'infrastructures d'autre part. (D'après L'Express et La Gazette du 31/01/06)

7 MEDIAS

Jean Lahiniriko interdit sur les médias publics. Son cas s'aggrave : le président de l'Assemblée ne parvient plus à s'exprimer sur les antennes publiques. Les responsables de la TVM ont informé avec embarras ses conseillers en communication que le président de l'Assemblée nationale était actuellement censuré, bref interdit d'antenne. Selon ses explications, cette censure ne relèverait pas de la direction de la TVM ni du ministère, mais d'un niveau « *plus élevé* ». (D'après Les Nouvelles du 14/01/06)

Journalisme, métier à haut risque : les démentis et mise au point dans la presse malagasy font florès ces derniers temps. Il est devenu fréquent de voir une information, servie comme du béton la veille, faire l'objet d'un démenti cinglant le lendemain. Et l'on se demande où est passée la certitude. Les journalistes pèchent-ils par légèreté et par paresse ? L'inquiétante prolifération de démentis tient à deux raisons, il y a *le problème de la formation des journalistes et la nature de l'actualité qui ne donne pas du temps pour permettre de vérifier et recouper l'information*. L'autre raison, c'est *l'arrivée dans la presse de journalistes "qui écrivent mais ne comprennent pas ce qu'ils rapportent"*. Il y a une *recherche effrénée du sensationnel* qui est assez déplorable, beaucoup d'approximations dans les comptes-rendus quand on n'est pas sûr de ce que l'on écrit, pas de rigueur dans la relation des faits. En étant le concentré du maximum de médias, *les groupes de presse* qui se sont constitués à Madagascar ne risquent-ils pas de subir une mutation pour devenir des *groupes de pression* dans un monde où les enjeux politico-économico-sociaux sont importants ? (D'après Tribune du 27/01/06)

8 ECONOMIE

8.1 Banque mondiale, FMI, OMC

Bilan de la Banque mondiale - Besoin urgent d'investissements étrangers : le PIB de Madagascar reste en dessous de 300 dollars par habitant, notre pays se trouve *la 155^{ème} place sur 171 pays*. *Pendant 15 ans, le taux de croissance économique n'a jamais dépassé celui de la démographie*. «*Depuis ce temps, l'économie de Madagascar n'a donc, finalement, fait que du surplace* », a déduit James Bond. Depuis les années 90, *seulement 15% du PIB par an ont été consacrés aux investissements*. Le PIB total est de 10 000 milliards Ar aujourd'hui pour 17 millions d'habitants. Pour pouvoir doubler ou tripler le niveau de vie de la population, il faudrait qu'il atteigne au moins son double. «*Aujourd'hui, Madagascar est arrivé à son plafond en matière d'assiettes fiscales, ce qui marque la limite de la ressource de l'Etat tandis que la capacité du secteur privé est estimée entre 100 et 200 millions dollars. Les bailleurs de fonds ne peuvent pas tout faire, il ne reste plus que les investissements directs étrangers* », souligne James Bond. Cette intervention a, encore une fois, soulevé les points déjà évoqués à plusieurs reprises. A savoir, *instaurer un environnement attractif* avec des conditions administratives, juridiques et fiscales favorables. (D'après L'Express du 21/01/06)

« **Arrêtons de penser que notre salut vient d'ailleurs** » : le fardeau de la dette de Madagascar s'allège petit à petit. La vague d'annulations de dette continue à déferler. Pour autant, les retombées de ces effacements d'ardoise ne seront pas immédiates. Benjamin Andriamparany Radavidson, ministre de l'Economie, des finances et du budget, exhorte la population à se prémunir d'une cruelle désillusion. «*Que personne ne s'attende à s'emplier les poches ! Les économies de la dette seront versées systématiquement dans des projets à vocation socioéconomique visant à promouvoir l'éducation, renforcer les infrastructures sanitaires, routières, etc.*», réitère-t-il. Le ministre de conclure : «*Arrêtons de penser que le salut vient d'ailleurs. Le développement du pays ne tient qu'à nous, les Malgaches*». (D'après Les Nouvelles du 03/01/06)

Fausse garantie pour le FMI ? Le FMI dispose-t-il actuellement d'une fausse garantie pour la continuité de son financement à Madagascar ? *L'accord secret signé le 14 janvier n'est pour certain qu'un bluff*. Voici quelques semaines, *le FMI aurait menacé de suspendre son financement à Madagascar en raison du « manque de «stabilité institutionnelle»*. Quand on fait le parallèle avec l'*«affaire Lahiniriko»*, on est tenté de croire certaines affirmations de la

presse selon lesquelles *le Président de la République aurait ordonné au président du Sénat, au président de l'Assemblée nationale, au Premier ministre et au président national du TIM de signer un accord pour persuader le FMI de l'existence d'une stabilité institutionnelle.* L'accord n'est qu'une fausse garantie disent certains élus car le président de l'Assemblée nationale Jean Lahiniriko se sent persécuté, voire trahi. Il est taxé d'opposant. Le fait de dire la vérité et de dénoncer ce qu'endurent les Malgaches dans leur vie quotidienne lui est reproché. De plus on lui prête l'intention de se préparer pour les prochaines présidentielles. (D'après Tribune du 27/01/06)

Une mission du FMI bientôt : elle aura pour tâche de faire *la dernière évaluation de la situation macro-économique du pays, avant le début des négociations sur un nouveau programme du Fonds pour la réduction de la pauvreté (FRPC).* "L'avènement d'un nouveau FRPC sera un des grands moments attendus de cette année. Au vu de la situation actuelle, les négociations devront aboutir sans problème", affirme le secrétaire général du ministère de l'Economie, des finances et du budget. *"De nettes améliorations ont été observées dans trois domaines clés illustrant la situation macro-économique du pays: le service des douanes, la recette fiscale et le plan de redressement de la Jirama"*, constate le chef de la dernière mission du FMI. (D'après L'Express du 31/01/06)

OMC - Suppression des systèmes de préférence : Madagascar serait parmi les pays les plus touchés. Avec la libéralisation de plus en plus avancée des échanges commerciaux internationaux qui suppose aussi la disparition des différents accords de préférence et des quotas à l'exportation en faveur des pays moins avancés (PMA) sur le marché des pays développés, *une détérioration significative des parts des échanges des pays pauvres est à craindre.* Selon les données de la CNUCED, les secteurs économiques des PMA reliés aux conventions de préférence sont les plus exposés aux risques de disparition des tels accords sont estimés *fournir plus de 33% des recettes d'exportation de ces pays.* Madagascar pourrait ainsi perdre une part de marché de plus de 10.000 dollars dans *l'exportation de la vanille vers l'Europe* et le pays pourrait aussi perdre plus de 1,2 millions de dollars dans *l'exportation de produits textiles vers les USA* si l'Agoa venait à s'achever. *La fin de cet accord profiterait aux pays asiatiques.* Plusieurs autres pays pauvres ne bénéficieraient plus également des parts de marchés considérables dans un tel contexte comme le Sénégal dans l'exportation de l'huile de coco au détriment de l'Argentine, le Malawi dans l'exportation de tabac, le Lesotho dans le secteur textile ou le Mozambique dans l'exportation de son aluminium. (D'après La Gazette du 10/01/06)

8.2 Crise de la Jirama, recherche pétrolière

Jirama : la France prête à financer son redressement. L'équipe conduite par le ministre Donat Andriamahefamparany, Patrick Ramiamanana et le directeur général par intérim de la Jirama est à Paris pour présenter le dossier Jirama auprès des bailleurs de fonds. Ils doivent séduire et persuader de la rigueur et du caractère impeccable du dossier. La Jirama a besoin d'un financement s'élevant à 194 milliards Ar. De toutes façons, les Français et les autres investisseurs sont prêts à les écouter, laisse entendre l'ambassadeur Alain Le Roy. *«Les désaccords et les mésententes entre la France et Madagascar sont maintenant éteints mais les relations nouées doivent être consolidées».* Tels ont été les propos d'Alain le Roy pour reconfirmer le soutien de la France à Madagascar dans sa politique de développement. (D'après Tribune du 11/01/06)

L'Agence française pour le développement (AFD) financera en partie la remise sur pied de la société nationale. *«Comme l'a souligné le président Ravalomanana, les partenaires étrangers sont*

conscients de l'importance du bon fonctionnement de la Jirama pour un développement économique réel.» a déclaré l'ambassadeur de France. (D'après Les Nouvelles du 11/01/06)

125 millions USD pour la JIRAMA ! Les négociations de Paris ont connu le succès. Les partenaires de Madagascar sont prêts à financer un premier appui, à hauteur de 125 millions de dollars au profit du Plan de redressement de la Jirama (2006-2009). La France aurait accordé à titre de don 10 millions d'euros, la Banque mondiale 40 millions de dollars, et la Banque Européenne d'investissement environ 70 millions d'euros. (D'après Midi du 13/01/05)

Carburant - Exxon Mobil entame le forage en eau profonde : le géant américain se prépare à entamer le forage sur le gisement "off shore" au large de Mahajanga. La compagnie a officiellement marqué le lancement de cette étape finale des différentes phases de l'exploration. Selon les prévisions, ce que les techniciens qualifient de *campagne de pré-forage* pourrait durer entre un et deux ans tandis que le forage s'effectuera en trois ou quatre mois. "Même à ce stade, il est impossible de faire des affirmations sur l'existence du pétrole. Ce qui est sûr, c'est que avec le prix du baril actuel, les explorations en eau profonde pourront enfin être rentables", souligne le président de la compagnie. "Avec une mer atteignant des profondeurs de 3000 à 4000 mètres, il est difficile de trouver une plate-forme adéquate", précise-t-il. On estime que les opérations de forage pourront coûter jusqu'à 100 millions dollars. (D'après L'Express du 28/01/06)

8.3 Situation économique, conjoncture, démographie

Hausse du prix du riz : malgré l'arrivée de la première récolte et la stabilité du cours mondial du riz, son prix sur le marché local affiche une *tendance haussière qui mérite l'attention*. Un voyant rouge qui s'allume. Janvier est le mois le plus redouté de la période de soudure. Du côté des autorités, la prudence reste le maître mot. "Difficile de dire pour l'instant si la tendance à la hausse est passagère ou si elle persistera", souligne un responsable au sein du ministère de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé. "Il est possible que ce soit lié à la situation politique relativement tendue du moment", indique-t-il. (D'après L'Express du 12/01/05)

Prix du riz dicté par les importations : *pour le gouvernement, les objectifs ont été atteints cette année. La production a enregistré une hausse de l'ordre de 14%*, soit une production totale de 3,4 millions de tonnes de paddy. 1,5 million d'hectares a été au total exploité. Compte tenu de la hausse de la consommation, en croissance continue en fonction de la démographie et la paupérisation de la majorité de la population, *la filière "riz" reste fortement tributaire des importations. Un gap de 200.000 tonnes devra être comblé cette année.* Ces importations influenceront le prix du riz sur le marché local malgré les efforts entrepris par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. (D'après Tribune du 25/01/06)

Les hausses de prix persistent : l'année 2005 a été marquée par une inflation importante. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8% entre novembre et décembre 2005. En glissement annuel de fin de période, la hausse a été de 11,4%. Pendant le dernier trimestre de l'année, les hausses de prix atteignaient 4,0%. *Une hausse qui persiste en ce début 2006.* (D'après Tribune du 24/01/06)

L'Ariary sur une pente glissante : la menace se précise. Une baisse imperceptible en apparence mais qui semble être révélatrice d'un début de crise dans le milieu financier. Pour expliquer les hausses de tarifs observées sur le marché à l'heure actuelle, on avance *un*

malaise profond dans l'économie qui se répercute sur la performance de la monnaie nationale. L'Ariary va connaître une période sombre jusqu'au mois de mai, voire au-delà. La balance commerciale, dans son état actuel, est largement déficitaire. *Les réserves en devises s'épuisent* malgré les promesses de stabilité des responsables. L'Etat n'est plus en mesure d'honorer la demande sur le marché de devises. Pour la population, la crainte est de revivre le cauchemar de l'année 2004. Déjà avec les difficultés actuelles, les budgets des ménages peineront à faire face, encore une fois, à une crise financière. (D'après L'Express du 27/01/06)

Dépréciation monétaire - Trois mois difficiles pour l'ariary : elle est liée à une baisse des transactions sur le marché interbancaire de devises. **La situation devrait s'améliorer à partir du troisième trimestre, lorsque les exportateurs auront rapatrié leurs devises.** Techniquement donc, il n'y a aucun risque de pénurie de devises. "Il n'y a rien d'inquiétant. La perte de valeur de la monnaie nationale est une chose tout à fait normale en début d'année » selon le ministre Andriamparany Radavidson. "Nous avons imposé trois mois aux exportateurs pour rapatrier leurs recettes. La situation devra se rétablir après ce délai", continue-t-il. Les ménages auraient du mal à faire face à une nouvelle vague d'inflation, causée par une telle dépréciation. Néanmoins, la prudence est toujours de mise. (D'après L'Express du 31/01/06)

Conjoncture : Tiko Group : une expansion qui dérange. On reproche à Marc Ravalomanana et au groupe Tiko qu'il a fondé, une certaine «boulimie». Un recensement de ce que fait le groupe éclaire quelque peu ces soupçons. Il est vrai que le groupe n'a cessé de s'étoffer et de diversifier ses activités en faisant de nombreux petits : Tiko Oil Product qui produit de l'huile alimentaire, Tiko Agri qui fait dans l'agriculture, Tiko Oil Plant dans l'extraction des huiles essentielles, Alma dans les travaux routiers. On lui prête aussi des sociétés dans le bâtiment et dans les matériaux de construction comme le béton. Sans oublier Magro, société de commerce de gros de marchandises générales et de riz. On rappellera aussi Tiko Transformation (feed mil, glaces, yaourt, limonade, beurre, fromage), MBS radio, télé, Radio Mada, Blue Print et les journaux. **Toujours est-il que le nombre d'entreprises malagasy d'envergure étant réduit, une concurrence inéquitable sur un marché aussi étroit que le nôtre n'est pas sans danger.** (D'après Tribune du 14/01/06)

Un tiers de la population rurale n'a pas d'accès aux voies de communication : d'après la Banque mondiale sur Madagascar, *la pauvreté rurale est associée à un manque d'accès au transport* (environ 80 % des ménages ruraux ne disposent pas de services fiables de transport et un tiers n'a pas du tout accès aux routes. Si *au cours des 30 dernières années, la qualité de la route à Madagascar s'est détériorée*, période durant laquelle le pays a perdu environ 1000 kilomètres de routes par an principalement à cause d'une mauvaise maintenance, aujourd'hui, **81 % des routes sont en mauvais état**, à cause de la mauvaise qualité des services dans le secteur routier. En outre, les mêmes sources montrent que, malgré des variations régionales, **seule la moitié de la population est accessible par véhicule motorisé.** (D'après La Gazette du 19/01/06)

Le taux de pauvreté a reculé mais reste à un niveau très élevé de 72% : le taux de pauvreté a baissé d'un peu plus de 8 points à Madagascar mais la proportion des pauvres est restée à un niveau très élevé de 72% de la population selon les résultats d'une enquête l'INSTAT. Seulement 17% des ménages déclarent ne pas ressentir des difficultés socio-économiques. Le taux de pauvreté est donc, estime l'INTAT, revenu au niveau précédant la crise sociopolitique de 2002. 14% des ménages malgaches disposeraient de l'électricité. 4 ménages sur 1000 utilisent le gaz domestique. Plus de 80% des ménages urbains utilisent le charbon de bois tandis qu'en milieu rural le mode de cuisson le plus fréquent est l'utilisation des bois de chauffe. (D'après Madera du 26/01/06)

9 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

Ravalomanana lance le programme "School milk" : ce programme doit être mis en place pour aboutir, à terme, à "l'amélioration des résultats scolaires", explique un communiqué du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. Un "task force" sera mis en place d'ici peu pour **généraliser le programme à toute l'Ile**. Celui-ci inclut la FAO, l'Office National de la Nutrition (ONN) et les opérateurs de la filière lait. (D'après L'Express du 11/01/06)

Ce qui fait tiquer, c'est que, parallèlement, à cette campagne, la marque Tiko est en train de lancer un nouveau produit : un petit pack de lait dénommé « School Milk », destiné aux élèves des écoles. Deux opérations appelées à se nourrir réciproquement, mais surtout au bénéfice de Tiko. Tiko peut avoir sa stratégie publicitaire, mais ne devrait pas compter sur l'Etat pour l'aider dans le lancement de ses produits. « School Milk », dénomination identique des deux côtés, crée une confusion suspecte. En tout cas, en s'impliquant dans l'opération, Marc Ravalomanana semble jouer à l'homme-sandwich. Le panneau du devant étant pour Tiko et celui de derrière pour l'Etat... (D'après La Gazette du 12/01/05)

Maladies infectieuses - La lèpre recule depuis 3 ans mais Madagascar reste l'un des pays les plus touchés par la lèpre dans le monde. Le pays se rapproche de son objectif d'éradication de la lèpre. "Au fil des 3 premiers trimestres de l'année 2005, le nombre de cas détectés a connu une baisse remarquable", explique le chef de division lèpre de la direction de lutte contre les maladies transmissibles. Ce responsable fait état d'un résultat très positif de l'indicateur d'élimination avec **1,38 cas pour 10 000 habitants**. Taux de prévalence se rapprochant de **l'objectif** fixé par le programme national de lutte contre la lèpre voulant aller **en dessous de 1 cas pour 10 000 habitants**. Ce chiffre est moins inquiétant par rapport aux deux dernières années avec un taux de prévalence de 3,35 cas pour 10 000 en 2003 et 2,71 cas pour 10 000 en 2004. Le nombre des lépreux a atteint les 5 000 cas en 2003 et est réduit à 4000 en 2004. Mais les zones difficiles d'accès sont celles qui en souffrent le plus. (D'après L'Express du 12/01/05)

53ème journée mondiale des lépreux : la carte de la lèpre correspond à la carte de la pauvreté. Les neuf pays les plus touchés (83% des cas mondiaux) sont l'Inde, le Brésil, la République démocratique du Congo, le Népal, la Tanzanie, le Mozambique, **Madagascar**, l'Angola, la République centrafricaine. (D'après Nouvel Obs. du 28/01/06)

Toamasina - Une forte fièvre sévit : Palu ou Chikungunya ? Le doute s'installe dans le Grand Port. En effet, l'Hôpital connaît une forte affluence de patients se plaignant de malaise non encore clairement diagnostiqué. « Avec une capacité de 120 lits, le centre hospitalier n'arrive plus à contenir ses patients. Certains malades sont maintenant installés à même le sol sur des matelas de fortune. La plupart d'entre eux ont une forte fièvre et se plaignent de courbatures et de céphalées », indique le médecin-chef. (D'après Midi du 31/01/06)

Au 30/01/06, 2589 euro = 2611 Ariary (cours pondéré)